

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Initiative conjointe de suivi des marchés

Rapport des tendances sur 6 mois
Janvier à juin 2021

Juillet 2021



Crédits photographiques : REACH, juillet 2020.

À propos de REACH

REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR). Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet : www.reach-initiative.org. Vous pouvez nous contacter directement à : geneva@reach-initiative.org et nous suivre sur Twitter : @REACH_info.

RÉSUMÉ

En République Centrafricaine (RCA), le conflit politico-militaire qui a éclaté en 2013 continue d'avoir des répercussions sur les conditions de vie des populations. En 2021, 2,8 millions de personnes étaient reconnues comme étant dans le besoin, soit plus de la moitié de la population totale, dont 1,9 millions « dans le besoin aigu »¹. A cela s'ajoute des défis structurels comme l'enclavement géographique du pays, sa forte dépendance au commerce extérieur, l'impact des mesures de prévention liées à la COVID-19 ainsi que la faible intégration de ses marchés et l'absence de certaines infrastructures essentielles¹. De plus, le conflit post-électoral sur le premier semestre 2021 a aggravé l'insécurité alimentaire en RCA, avec des prévisions de 2,29 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë élevée (IPC phase 3 ou +) entre avril et août 2021².

Afin de contribuer à répondre à ces différents défis, la réalisation des transferts monétaires comme modalité d'intervention – tant du côté des acteurs humanitaires, qu'en termes de préférences des populations vulnérables – s'est rapidement imposée. Pour réaliser ces transferts monétaires dans le respect du principe humanitaire de « ne pas nuire » et pour capitaliser sur les expériences passées et le partage de bonnes pratiques, un renforcement des connaissances concernant le mode de fonctionnement des marchés en RCA a été jugé nécessaire dès l'élaboration du plan de réponse humanitaire (PRH) de 2020³.

Pour répondre à cette demande, le groupe de travail sur les transferts monétaires (GTTM) a mis en place en avril 2019 l'initiative conjointe de suivi des marchés (ICSM), qui consiste en la collecte mensuelle de données concernant le niveau des prix et la disponibilité des articles de première nécessité, soit une liste des articles du panier minimum d'articles de survie (PMAS)⁴, à laquelle s'ajoute une liste de produits supplémentaires renseignant sur l'état des marchés centrafricains. L'objectif de ce suivi mensuel est de renseigner les acteurs humanitaires sur l'état des marchés dans leur zone d'intervention, afin d'adapter leurs interventions selon les contextes locaux.

Cette évaluation s'organise dans le contexte d'un sous-groupe de travail spécialement créé pour cette activité, co-facilité par REACH et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (*United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs* - UNOCHA). La collecte de données est réalisée par les partenaires opérationnels qui se sont engagés à réaliser ces enquêtes dans des zones pertinentes, selon leurs interventions.

Pour la réalisation de cette étude, les marchés enquêtés ont été rassemblés par **zones géographiques** : l'**ouest**, le **centre**, et l'**est**⁵. Ces regroupements sont basés sur des **similarités en termes de niveaux de prix et de proximité géographique**, et ne sont pas exactement identiques aux trois premiers rapports publiés puisque certaines localités présentaient alors des niveaux de prix différents à ceux observés entre janvier et juin 2021. Les analyses des tendances sont basées sur les six dernières collectes de données mensuelles sur 2021 pour le suivi des marchés. L'une des principales limites du rapport renvoie à la variation de la couverture géographique d'un mois à l'autre, avec certaines localités n'ayant été enquêtées qu'une à deux fois sur les six mois. Ainsi, les prix calculés pour le PMAS ne sauraient être qu'indicatifs et non représentatifs du niveau des prix des marchés enquêtés et des zones étudiées. De même, les tendances et comparaisons régionales sont présentées ici de manière indicative.

¹ Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA). (2020). [Humanitarian Needs Overview \(HNO\) 2021](#).

² Integrated Phase Classification (IPC). (Avril 2021). [Analyse IPC de l'insécurité alimentaire aiguë – Projection avril-août 2021](#).

³ OCHA. (2018). [Humanitarian Response Plan \(HRP\) 2019](#).

⁴ Le panier de dépenses minimum (*Minimum Expenditure Basket* - MEB) est défini comme ce dont un ménage a besoin pour répondre à ses besoins de base, quelle que soit la saisonnalité, et son coût moyen. « [La définition de ce qui devrait ou ne devrait pas être inclus dans le panier en tant que « besoin fondamental » varie selon les communautés cibles, les secteurs, les mandats des agences et les priorités du gouvernement](#) », *The Cash Learning Partnership* (CaLP). (2015). À noter que les unités de certains articles composant le MEB ont été revues et validées en mars 2020. Le panier minimum d'articles de survie (SMEB / PMAS) correspond à une liste réduite du MEB avec les articles minimums pour couvrir les besoins essentiels de survie des ménages.

⁵ À l'exception de la localité de Bangui, qui présente des spécificités à part entière.

Ce rapport se concentre sur une analyse de tendances sur les six premiers mois de l'année (janvier à juin 2021 inclus) et fait suite aux trois premières analyses de tendance réalisées sur le deuxième semestre 2019 et sur les deux semestres 2020. Il présente, dans un premier temps, une analyse du contexte des six premiers mois de l'année, pour apporter des éléments de compréhension sur les fluctuations et tendances observées, que nous analyserons dans un second temps par type de produits – alimentaires, non-alimentaires, d'hygiène et supplémentaires – puis par zone géographique. La troisième partie du rapport s'attache à présenter les autres chocs et facteurs ayant eu des impacts sur les marchés de RCA et leurs routes d'approvisionnement sur les six mois de l'analyse, comme l'impact du calendrier agricole, des mesures de la COVID-19 ou de la saisonnalité. Elle détaille notamment la perception des commerçants concernant l'évolution du contexte, et les contraintes ayant pesé sur l'approvisionnement sur les derniers mois. Enfin, elle présente aussi les routes d'approvisionnement pour certains marchés enquêtés.

Résultats clés

Les prix des produits non-alimentaires ont fortement varié du fait de la dégradation du contexte sécuritaire pendant le premier trimestre 2021, en particulier les produits importés qui ont subi des perturbations de leur chaîne d'approvisionnement. **Sur le deuxième trimestre, les prix se sont stabilisés à un niveau plus haut que celui de 2020. Les prix des produits d'hygiène restent stables**, comme sur les deux dernières périodes évaluées (2019 et 2020). **Les prix des produits alimentaires ont quant à eux davantage augmenté que pendant le deuxième semestre de 2020**, avec une hausse relative des prix médians enregistrée pour le prix du riz, du manioc, haricot, arachide et du maïs. Ces augmentations sont dues notamment à la saisonnalité, au calendrier agricole et à la volatilité du contexte sécuritaire post-électoral.

Comme pour les rapports de 2020, on constate que la **disponibilité et le prix des produits non-alimentaires varie parfois en fonction des distributions menées par les acteurs humanitaires, ainsi que des importations**, notamment depuis le Cameroun, le Tchad ou le Soudan du Sud. **Le maïs est le produit alimentaire rapporté comme étant le plus souvent indisponible, suivi ensuite par le manioc, le haricot et la viande de bœuf.**

Concernant les facteurs externes, **l'impact de la crise sécuritaire est devenu prépondérant selon la perception des commerçants**. En effet, la période de janvier à juin 2021 a relevé de **fortes instabilités et d'important mouvements de population, détériorant l'état de l'approvisionnement des localités à cause de l'insécurité sur les axes**. Ces facteurs seraient les principales raisons de l'augmentation des prix pendant le premier trimestre 2021, selon les commerçants. L'entrée dans la saison des pluies et la période de semence a progressivement été perçue par les commerçants comme une contrainte significative au fur et à mesure de la période.

Enfin, avec l'élargissement du nombre de localités enquêtées, on observe une **relative intégration des marchés centrafricains**, en fonction de la zone. Pour les localités enquêtées dans le cadre de l'ICSM, le transit quasi-généralisé des marchandises par Bangui se confirme, que ce soit pour les produits alimentaires ou non-alimentaires (notamment pour les zones centre et sud-est) importés. De plus, les préfectures sont interconnectées entre elles mais aussi avec les pays frontaliers proches, permettant un approvisionnement annexe aux flux de marchandises provenant de la capitale (pour les produits importés, pour la zone ouest et nord-est par exemple). Ces approvisionnements transfrontaliers et inter-préfectures concernent principalement les biens non-alimentaire mais aussi les moyens de subsistance principaux des préfectures (pour certains biens alimentaires). On observe aussi des tendances de prix similaires dans certaines zones, comme pour la zone sud-est, où les prix ont sensiblement subi les mêmes variations sur les mois observés.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	2
Liste des acronymes	5
INTRODUCTION	6
MÉTHODOLOGIE	9
CONTEXTE – PREMIER SEMESTRE 2021.....	13
LES NIVEAUX DE PRIX ET LES TENDANCES	15
Évolution par type de produits	17
Coûts médians du PMAS sur six mois par localités	22
Zone ouest (Bossembélé, Bimbo, Berbérati, Bocaranga, Paoua et Bouar)	23
Zone centre (Kaga-Bandoro, Kouango, Alindao, Dékoa, Bambari)	29
Zone Est (Bria, Ndélé Birao, Bangassou, Obo, Zémio et Dimbi)	34
Bangui (sur les marchés Combattants et de Pétévo).....	41
QUEL EST L'IMPACT DE FACTEURS EXTERNES SUR LES MARCHÉS DE LA RCA ?	42
Impact des chocs externes sur les marchés	42
Approvisionnement : origines et contraintes	44
CONCLUSION ET PERSPECTIVES	48
ANNEXES.....	50
Annexe 1 : Liste et unités des produits suivis mensuellement.....	50
Annexe 2 : Liste et liens des productions de l'ICSM	51

Liste des acronymes

AME	Article ménager essentiel
CaLP	<i>The Cash Learning Partnership</i>
CPC	Coalition pour le changement
FACA	Forces Armées Centrafricaine
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FI	Forces internationales
GTTM	Groupe de travail sur les transferts monétaires
ICSM	Initiative conjointe de suivi des marchés
IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire – <i>Integrated Phase Classification</i>
MEB	Panier de dépenses minimum - <i>Minimum Expenditure Basket</i>
MSR	Main Supply Road 1
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires - <i>Office for the Coordination of Humanitarian Affairs</i>
ONG	Organisation non-gouvernementale
PAM	Programme alimentaire mondial
PMAS	Panier minimum d'articles de survie
PRH	Plan de réponse humanitaire
RCA	République Centrafricaine
RDC	République Démocratique du Congo
ONU	Organisation des Nations-Unies

INTRODUCTION

Contexte et justification de l'ICSM

En République Centrafricaine (RCA), les conséquences du conflit qui a éclaté en 2013 continuent d'impacter les conditions de vie des populations vivant sur le territoire. En 2021, 2,8 millions de personnes étaient reconnues comme étant dans le besoin, soit plus de la moitié de la population totale, dont 1,9 millions « dans le besoin aigu »⁶. L'ampleur de ces conséquences se voit par ailleurs démultipliée par des défis structurels à l'instar de l'enclavement géographique du pays et sa forte dépendance au commerce extérieur, de l'impact des mesures de prévention liées à la COVID-19, ainsi que la faible intégration de ses marchés et l'absence de certaines infrastructures. De plus, le conflit post-électoral sur le premier semestre 2021 a de fort impact sur l'insécurité alimentaire en RCA, avec des prévisions de 2,29 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë élevée (IPC phase 3 ou +) entre avril et août 2021⁷.

Afin de contribuer à répondre à ces différents défis, la réalisation des transferts monétaires comme modalité d'intervention – tant du côté des acteurs humanitaires, qu'en termes de préférences des populations vulnérables – s'est rapidement imposée. Pour réaliser ces transferts monétaires dans le respect du principe humanitaire de « ne pas nuire » et pour capitaliser sur les expériences passées et le partage de bonnes pratiques, un renforcement des connaissances concernant le mode de fonctionnement des marchés en RCA a été jugé nécessaire dès l'élaboration du plan de réponse humanitaire (PRH) de 2020⁸. Les recommandations du PRH de 2018 le précisent ; un système de suivi de prix avant et après une distribution pour les programmes de transfert monétaires permettra de mieux comprendre comment les marchés centrafricains réagissent à la crise, et d'informer les réponses sous forme de transferts monétaires. Le PRH pour l'année 2021 réitère l'importance de ce suivi des marchés comme l'un des quatre piliers « qui guideront le travail de la communauté humanitaire dans le cadre des transferts monétaires »⁹.

Pour répondre à cette demande, le groupe de travail sur les transferts monétaires (GTTM) a mis en place en avril 2019 l'initiative conjointe de suivi des marchés (ICSM), qui consiste en la collecte mensuelle de données concernant le niveau des prix et la disponibilité des articles de première nécessité, soit une liste des articles du panier minimum d'articles de survie (PMAS)¹⁰, à laquelle s'ajoute une liste de produits supplémentaires renseignant sur l'état des marchés centrafricains. L'objectif de ce suivi mensuel est de renseigner les acteurs humanitaires sur l'état des marchés dans leur zone d'intervention, afin d'adapter leurs interventions selon les contextes locaux.

Cette évaluation s'organise dans le contexte d'un sous-groupe de travail spécialement créé pour cette activité, co-facilité par REACH et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (*United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs* (UNOCHA)). La collecte de données est réalisée par les partenaires opérationnels qui se sont engagés à réaliser ces enquêtes dans des zones pertinentes, selon leurs interventions.

⁶ Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA). (2020). [Humanitarian Needs Overview \(HNO\) 2021](#).

⁷ Integrated Phase Classification (IPC). (Avril 2021). [Analyse IPC de l'insécurité alimentaire aiguë – Projection avril-août 2021](#).

⁸ OCHA. (2018). [Humanitarian Response Plan \(HRP\) 2019](#).

⁹ OCHA. (2019). [Plan de Réponse Humanitaire 2020](#).

¹⁰ Le panier de dépenses minimum (*Minimum Expenditure Basket* - MEB) est défini comme ce dont un ménage a besoin pour répondre à ses besoins de base, quelle que soit la saisonnalité, et son coût moyen. « [La définition de ce qui devrait ou ne devrait pas être inclus dans le panier en tant que « besoin fondamental » varie selon les communautés cibles, les secteurs, les mandats des agences et les priorités du gouvernement](#) », *The Cash Learning Partnership* (CaLP). (2015). À noter que les unités de certains articles composant le MEB ont été revues et validées en mars 2020. Le panier minimum d'articles de survie (SMEB / PMAS) correspond à une liste réduite du MEB avec les articles minimums pour couvrir les besoins essentiels de survie des ménages.

Ce rapport se concentre sur une analyse de tendances sur les six premiers mois de l'année (janvier à juin 2021 inclus) et fait suite aux trois premières analyses de tendance réalisées sur le deuxième semestre 2019 et sur les deux semestres 2020. Il présente, dans un premier temps, une analyse du contexte des six premiers mois de l'année, pour apporter des éléments de compréhension sur les fluctuations et tendances observées, que nous analyserons dans un second temps par type de produits – alimentaires, non-alimentaires, d'hygiène et supplémentaires – puis par zone géographique. La troisième partie du rapport s'attache à présenter les autres chocs et facteurs ayant eu des impacts sur les marchés de RCA et leurs routes d'approvisionnement sur les six mois de l'analyse, comme l'impact du calendrier agricole, des mesures contre la propagation de la COVID-19 ou de la saisonnalité. Elle détaille notamment la perception des commerçants concernant l'évolution du contexte, et les contraintes ayant pesé sur l'approvisionnement au cours des derniers mois. Enfin, elle présente aussi les routes d'approvisionnement pour certains marchés enquêtés.

Enfin, la conclusion générale sur les tendances des six derniers mois de collecte de données et les perspectives de l'ICSM pour les mois à venir sont détaillées. Les annexes présentent quant à elles la liste et unités des produits suivis mensuellement, ainsi que les liens vers l'intégralité des fiches informatives et bases de données publiées sur le [centre de ressources de REACH](#) et diffusées chaque mois aux partenaires de l'ICSM. Pour compléter, il est possible d'analyser plus en profondeur les fluctuations des prix des produits et des zones au travers le [tableau de bord interactif du suivi des prix des marchés](#).

Aperçu du bilan des six derniers mois de collecte de données

13 partenaires terrain en 2021

Consistant à la fois d'organisations non gouvernementales (ONG) nationales et internationales, ainsi que d'une organisation intergouvernementale. Le nombre de partenaires de l'ICSM a doublé depuis 2019.

Les partenaires sont les suivants :

ACTED
ACTION CONTRE LA FAIM
CONCERN WORLDWIDE
COOPI
DANISH REFUGEE COUNCIL
INTERNATIONAL RESCUE COMMITTEE
MERCY CORPS
NORWEGIAN REFUGEE COUNCIL
OPED
OXFAM
PREMIERE URGENCE INTERNATIONAL
SOLIDARITES INTERNATIONAL
TEARFUND

19 (+5) marchés couverts

Répartis dans diverses préfectures de la RCA, couvrant ainsi les zones ouest, centre et est du pays. La couverture géographique s'est agrandie, avec deux nouvelles préfectures suivies (Bamingui-Bangoran, Vakaga) :

- **Zone ouest** : Bossembélé ; Bimbo ; Berbérati ; Bocaranga ; Paoua ; Bouar.
- **Zone centre** : Alindao, Bambari, Kaga-Bandoro ; Kouango ; Dékoa.
- **Zone est** : Bangassou ; Obo ; Zémio ; Dimbi ; Birao ; Bria ; Ndélé.
- **Localité spécifique** :
 - Bangui.

5 marchés ont été couverts une fois pendant la période : Kabo, Batangafo, Bossangoa, Bégoua et Mbrès.

23 produits suivis

Les produits suivis lors des collectes mensuelles de données sont de deux ordres : d'une part les articles composant le PMAS et, d'autre part, le panier d'articles supplémentaires.

Le PMAS est constitué du minimum d'articles censés répondre aux besoins d'un ménage de cinq personnes en RCA pour une durée d'un mois. Le contenu du PMAS a été défini par le GTTM en consultation avec les différents partenaires en 2019. Le panier est adapté au contexte national de la collecte de données et permet la comparaison des résultats entre les marchés. Le PMAS reprend une partie seulement des produits dits de « survie » du MEB. Les unités de certains de ses articles ont été revues en mars 2020, et approuvées par tous les clusters concernés. Des biens ont été enlevés du périmètre d'étude de la collecte, dans le but de se concentrer sur les besoins d'urgence. Par ailleurs, les besoins en éducation ou santé ne sont pas toujours mesurables sur un marché (ex : frais d'une consultation).

La liste de produits supplémentaires est constituée d'articles également considérés comme des biens de première nécessité en RCA. Ils ne sont pas intégrés dans l'étude et la définition du prix du PMAS, mais fournissent des informations complémentaires sur l'état des marchés dans le pays. Ils sont au nombre de six : le pagnon, la cuvette métallique, la théière / bouta, le bois de chauffage, l'eau et l'essence.

MÉTHODOLOGIE

La démarche évaluative de l'ICSM sur laquelle le rapport est basé est avant tout **collaborative**. Les organisations partenaires manifestent leur intérêt et leurs disponibilités pour effectuer le suivi d'un ou plusieurs marchés dans les zones de leur préférence, en coordination avec le GTTM. REACH, pour sa part, assure la formation des équipes en charge de la collecte de données, le suivi et l'analyse des données collectées ainsi que la restitution des résultats auprès de la communauté humanitaire.

La méthodologie pour l'ICSM est ainsi basée sur un **échantillonnage dirigé**. Les partenaires identifient les marchés que les équipes terrain peuvent visiter, principalement les marchés centraux des localités étudiées. Les marchés secondaires peuvent être visités si les équipes terrain en ont les capacités. Dans la mesure du possible, les marchés doivent être suffisamment grands et compter au moins trois grossistes. Ils doivent être ouverts tous les jours et une large gamme de produits doit y être vendue, afin de pouvoir évaluer un maximum de produits sélectionnés. Puis, au sein de ces marchés, les magasins pertinents à visiter sont identifiés.

En priorité, ils doivent :

- Être suffisamment grands pour vendre tout ou une partie des biens évalués ;
- Être établis de façon permanente ;
- Disposer d'un espace de stockage pour leurs marchandises.

Si un commerçant possède plusieurs magasins sur le marché, un seul d'entre eux doit être considéré pour la collecte de données. Les informations collectées se concentrent sur la disponibilité des produits, le niveau des prix ainsi que les retards d'acheminement des produits, et les indicateurs de perception des commerçants.

Sur chaque marché évalué, au moins cinq prix par article doivent être collectés auprès de différents magasins pour assurer la qualité et la cohérence des données. Ainsi, pour chaque marché, un minimum de cinq magasins doit être visité. Seuls les produits propres à la consommation sont pris en considération pour les collectes. Les données sont collectées via l'application de collecte de données mobile KoBo.

La collecte de données prend place au cours des dix derniers jours de chaque mois, sur les principaux marchés de la République Centrafricaine. En 2021, l'initiative compte treize partenaires (ACTED, Action Contre la Faim, Concern Worldwide, Cooperazione Internazionale Italia, Danish Refugee Council, International Rescue Committee, Mercy Corps, Norwegian Refugee Council, OPED, OXFAM, Première Urgence Internationale, Solidarités International et Tearfund) engagés sur **24 marchés de RCA (dont 19 régulièrement sur la période)**, à savoir Alindao, Bambari, Bangassou, Bangui, Batangafo, Bégoua, Berbérati, Bimbo, Birao, Bocaranga, Bossangoa, Bossembélé, Bouar, Bria, Dékoa, Dimbi, Kabo, Kaga-Bandoro, Kouango, Mbrès, Ndélé, Obo, Paoua et Zémio.

Pour la réalisation de cette étude, les marchés enquêtés ont été regroupés par **zones géographiques** : l'ouest, le centre, et l'est. **Ces regroupements sont basé sur des similarités en termes de niveaux de prix et de proximité géographique**, et ne sont pas exactement identiques des rapports précédents publiés puisque certaines localités présentaient alors des niveaux de prix différents à ceux observés entre janvier et juin 2021. Cette division géographique a été adoptée afin de permettre une analyse dépassant l'échelle de la localité, et pour mieux comprendre les similarités et divergences entre les marchés de la RCA, pour éventuellement, apporter davantage d'informations sur l'intégration de ces marchés. Ainsi, **la proposition d'étude en zones, et la composition de ces zones, pourra varier lors de l'élaboration de futurs rapports**, selon le développement de la couverture géographique de l'ICSM ainsi que la compréhension que les rédacteurs auront alors de l'intégration des marchés au sein du territoire centrafricain.

Par ailleurs, concernant **les méthodes de calcul et la terminologie employées**, dans le rapport il est fait mention de « PMAS national », « médiane nationale » et « prix observés à l'échelle nationale ». Le terme « national » renvoie à la médiane des prix médians des localités enquêtées sur le mois donné, et n'est pas représentatif de la situation à l'échelle de tout le pays, puisqu'un grand nombre de localités ne sont pas incluses dans ce calcul. À titre d'exemple, le PMAS qualifié de « national » au mois de mai 2021 renvoie au PMAS médian pour les dix-huit localités qui ont alors été enquêtées. Par ailleurs, tous les prix dont il est fait mention dans ce rapport se réfèrent à des prix médians.

Dans les calculs présentés, **les cotations manquantes** ont été remplacées par la médiane nationale du prix pour le produit considéré, afin d'assurer une cohérence avec la méthodologie appliquée de janvier à juin 2021, et pour prendre en compte un même nombre de produits dans les calculs de catégories d'articles. La limite principale de ce choix méthodologique réside dans le fait que la médiane nationale n'est pas toujours représentative du niveau de prix dans une localité donnée, ce qui peut biaiser les résultats des calculs. Partant de ce constat, il convient de noter que, pour les futures collectes de données, l'application rigoureuse de la méthodologie du suivi des marchés lors des enquêtes menées par les partenaires serait nécessaire. Cela inclut, mais ne se restreint pas à, la récolte de cinq cotations à minima pour chaque produit enquêté, avec la saisie correcte, en particulier pour les produits alimentaires, d'un poids en grammes, ou en kilogrammes, auquel correspond un prix de vente qui est fourni lors des entretiens en présentiel auprès des commerçants.

Les calculs d'évolution ont souvent été réalisés sur la base d'une comparaison de mois en mois et non par rapport à un mois de référence. Une telle identification sera rendue possible après plusieurs cycles de collecte de données, qui fourniront davantage d'informations quantitatives et qualitatives sur le mode de fonctionnement des marchés. Elle permettra en retour de mieux distinguer les variations inhabituelles, de celles ayant déjà été observées par le passé.

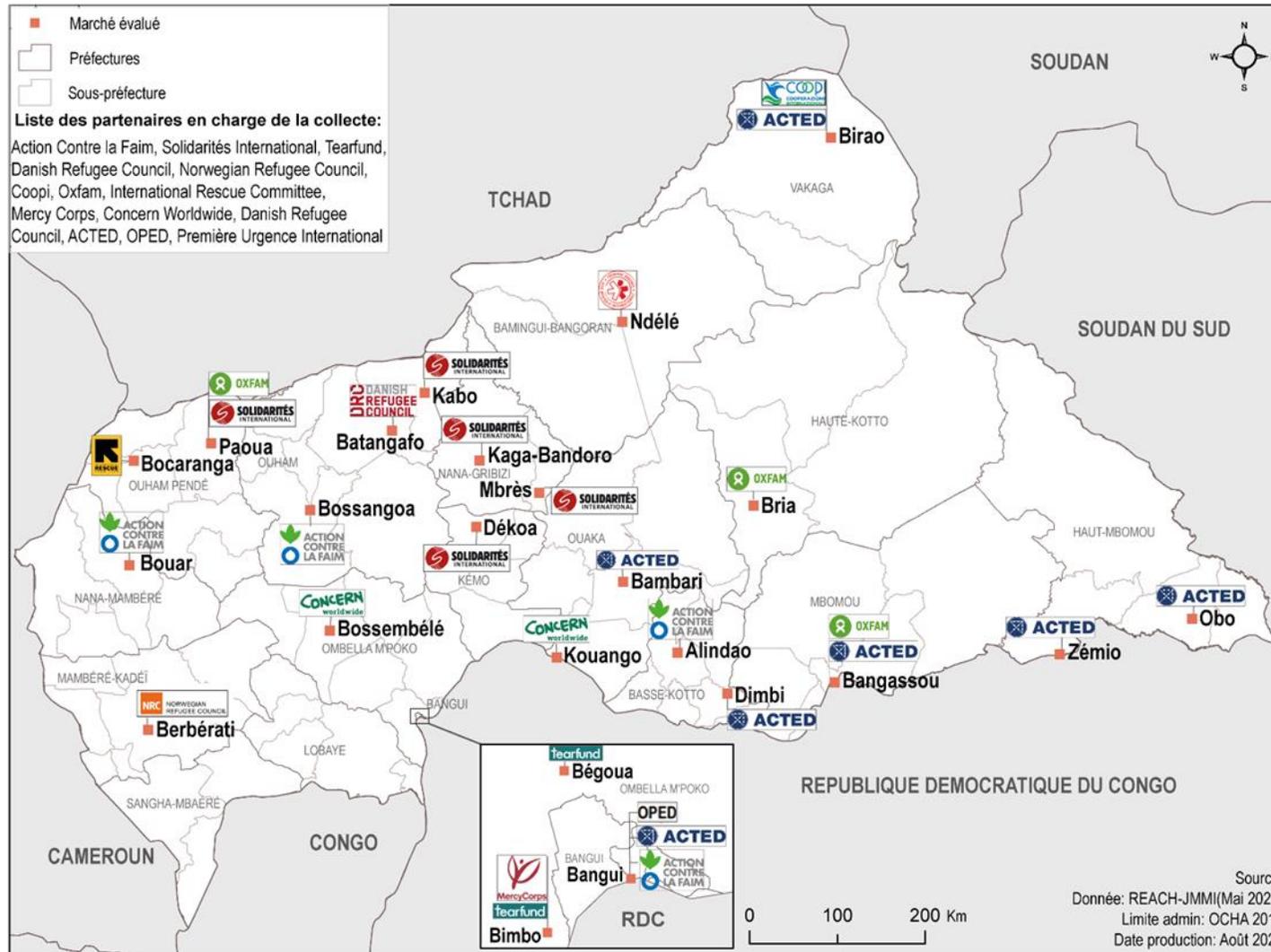
Il est nécessaire de préciser que la **couverture géographique** de l'ICSM, présentée sur la carte ci-après, reste limitée et varie d'un mois à l'autre bien qu'elle reste similaire. La couverture d'un marché par un partenaire est en effet tributaire des ressources humaines et matérielles des partenaires opérationnels mais aussi du niveau de sécurité de la zone évaluée. En outre, la couverture géographique s'est développée depuis la mise en place du suivi des marchés, avec une amélioration de la couverture dans certaines zones comme pour le nord-est de la RCA qui n'était pas couvert par l'initiative en 2020, et en 2021, les marchés de Birao et de Ndélé ont pu être analysés, composant alors une analyse avec le marché de Bria¹¹. Ce manque de visibilité limite l'étendue de l'analyse qui a pour vocation de renseigner le niveau de prix et la disponibilité des produits sur l'intégralité du territoire centrafricain. Selon les mois, inclure ou non certaines localités dans le calcul total du PMAS peut faire varier de manière conséquente la médiane nationale qui est utilisée pour renseigner le prix des produits pour lesquels aucune cotation, ou un nombre insuffisant de cotations, a été renseigné. Ainsi, il est nécessaire de préciser que les prix calculés pour le PMAS ne sauraient être qu'indicatifs et non représentatifs du niveau de prix des marchés enquêtés, et des zones étudiées.

Enfin, une limite supplémentaire de l'étude renvoie **aux variations de prix des produits alimentaires**, qui dépendent de la compréhension que les commerçants ont des unités utilisées pour l'enquête, qui peuvent différer de celles généralement utilisées sur le marché. Le kilogramme et le gramme sont utilisés pour renseigner les prix dans le cadre de l'ICSM, mais ce sont des unités que les commerçants utilisent rarement, par exemple, pour le

¹¹ Les marchés peuvent être intégrés à l'analyse s'ils sont évalués au moins deux fois (sans compter la première analyse du marché) dans la même année / période d'analyse.

manioc, qui est généralement vendu en « cuvette ». Bien que la méthode de la bouteille¹² ait été mise en place afin de permettre aux organisations ne possédant pas de balance de renseigner un prix selon une unité de référence en grammes ou kilogrammes, les enquêteurs remontent les hésitations et approximations des commerçants lorsqu'ils renseignent les prix avec des unités autres que celles qu'ils ont l'habitude d'utiliser. Ces dernières – e.g. *ngawi*, *koro*, « cuvette » – sont toutefois des unités approximatives, variant selon les produits, qui ne peuvent donc permettre l'établissement de comparaisons et n'être qu'indicatives et non représentatives du niveau de prix des marchés enquêtés, et des zones étudiées.

¹² Lorsque les équipes ne disposent pas de balance pour peser les denrées, le système dit "de la bouteille" est utilisé. Il s'agit d'une bouteille d'eau standard d'1,5L, vidée et sur laquelle sont prédéfinies des hauteurs en cm qui correspondent à des équivalences en grammes. Par exemple, pour le riz, l'enquêteur doit remplir la bouteille à hauteur de 10 cm afin d'obtenir 500g de riz.



Note: les données, désignations ou frontières utilisées dans cette carte ne sont pas garanties sans erreurs et n'implique en aucun cas la responsabilité ni l'approbation de REACH, de ses partenaires ou organisations associées, ni des bailleurs de fond mentionnés sur cette carte

Carte 1: Carte des localités évaluées sur la période de janvier à juin 2021, avec les partenaires en charge de la collecte de données pour chacune d'entre elles

CONTEXTE – PREMIER SEMESTRE 2021

En décembre 2020, les élections présidentielles et législatives en RCA se sont déroulées dans un contexte politique tendu. Quelques semaines en amont du scrutin, les principaux groupes armés présents sur le territoire centrafricain se sont rassemblés pour affirmer leur opposition commune au gouvernement, en formant la Coalition des patriotes pour le changement (CPC). La CPC a tenté d'entraver le processus électoral, en menant des opérations de déstabilisation dans différentes régions du pays. Si le scrutin lui-même n'a pas donné lieu à des effusions de violence, le climat délétère a pesé sur la participation, qui s'élève à seulement 35,25% des Centrafricains en âge de voter dans le pays¹³, laissant matière à l'opposition pour contester les résultats.

Suite au scrutin, le climat sécuritaire s'est rapidement dégradé et la CPC est arrivée aux portes de Bangui le 13 janvier 2021. Repoussés par les forces armées nationales, les forces internationales et la MINUSCA, les groupes armés subissent, depuis mi-janvier, une contre-offensive gouvernementale menée avec le support d'alliés bilatéraux afin de regagner le contrôle des centres urbains et des axes sur l'ensemble du territoire.

Sur toute la période de ce rapport, ces dynamiques conflictuelles ont pesé sur les populations centrafricaines, provoquant d'importants déplacements, et aggravant encore davantage les besoins humanitaires. Début janvier 2021, on dénombrait 90 000 personnes déplacées suite aux violences post-électorales¹⁴. Mi-mars, la flambée de violence aurait poussé plus de 276 000 personnes à se déplacer pour fuir les violences dans le pays¹⁵.

Début décembre 2020, alors que la CPC se structurait en opposition au gouvernement, l'axe Cameroun – Bangui était confronté à l'augmentation de la présence des groupes armés¹⁶. L'intensification des blocages et pillages sur l'axe Main Supply Road 1 (MSR1) reliant le Cameroun à Bangui via Garoua-Boulai a fortement perturbé l'approvisionnement et le niveau des prix sur les marchés (voir graphique n°1). Le 20 janvier 2021, OCHA déclarait que près de 1 600 camions étaient bloqués à la frontière, contenant des marchandises commerciales mais aussi des médicaments, produits alimentaires et non-alimentaires pour les opérations humanitaires¹⁷. L'arrêt quasi-total de l'approvisionnement de Bangui a provoqué une hyperinflation des produits importés, comme la hausse du prix de la moustiquaire (+151%), du bidon (+50%), du drap (+90%), du seau (+58%) ou encore des produits alimentaires comme le riz (+49%), l'huile végétale (+29%), et le sucre (+20%) entre fin novembre 2020 et fin janvier 2021. Une partie des marchés provinciaux s'approvisionnant à Bangui ont fait face à une augmentation des prix sur des produits alimentaires et non-alimentaires¹⁸. L'Institut centrafricain des statistiques et des études économiques et sociales (ICASEES) a réalisé une étude indiquant que les produits importés tels que le lait en poudre, le sucre, le sel ou les oignons auraient connu une augmentation des prix allant de 15% à 240% sur la capitale centrafricaine et sa périphérie¹⁹ (Bimbo et Bégoua). L'axe MSR1 a été rétabli à partir du mois de mars, avec des convois humanitaires encadrés par la MINUSCA permettant l'approvisionnement de Bangui, des préfectures du centre et de l'ouest (voir graphique n°1).

Les opérations militaires liées à la contre-offensive du gouvernement, appuyé par les forces internationales, pour reprendre le contrôle du territoire ont également eu un impact sur les flux d'approvisionnement des marchés, et sur le prix des denrées.

¹³ Institut Électoral pour Démocratie durable en Centrafrique. (2021). [Rapport final d'observation du processus électoral 2020- 2021 en RCA](#).

¹⁴ ONU. (2021) [RCA : plus de 90.000 personnes ont fui leur foyer à la suite des récentes violences post-électorales](#).

¹⁵ OCHA. (mars 2021). [Rapport de situation – Augmentation alarmante des déplacements en République Centrafricaine](#).

¹⁶ Le Monde. (2021). [Les attaques de rebelles paralysent la route qui relie le Cameroun et la République centrafricaine](#).

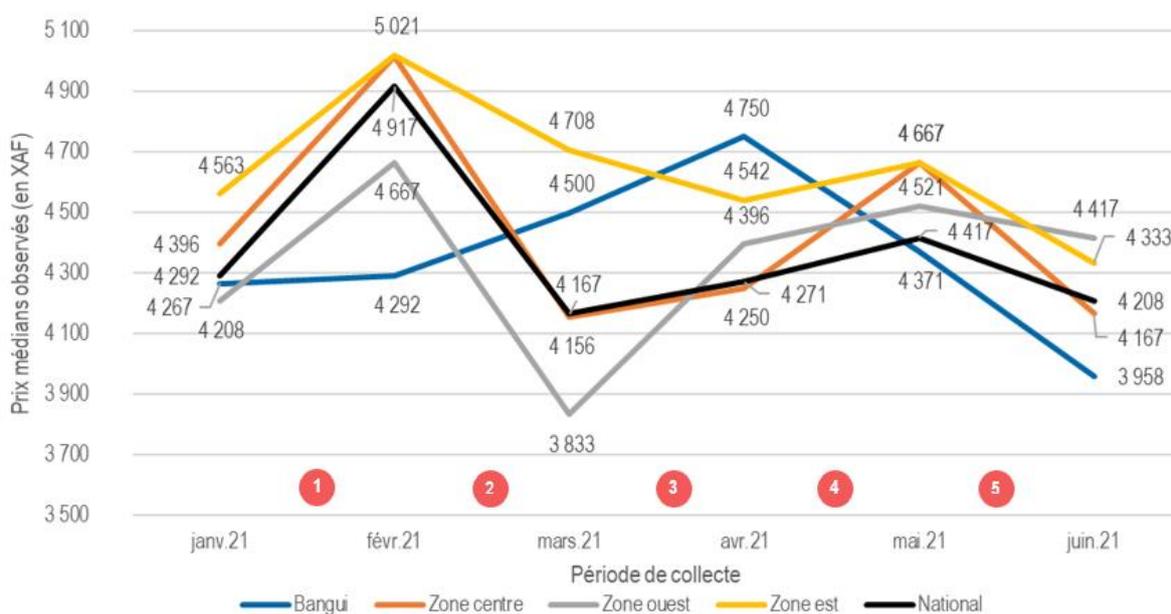
¹⁷ OCHA (janvier 2021). [Communiqué de presse – Perturbation alarmante de la principale chaîne d'approvisionnement de Bangui](#).

¹⁸ REACH (2021) : [Initiative conjointe de suivi des marchés \(ICSM\) – Janvier 2021](#).

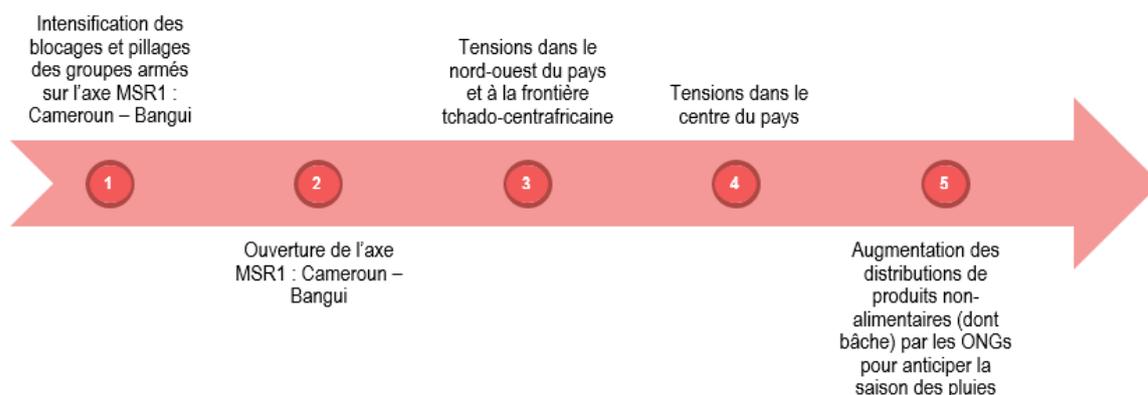
¹⁹ The World Bank. (2021). [Rise in Food Prices Due to Escalating Conflict Tips More People into Poverty in the Central African Republic](#).

La situation dans le nord-ouest s'est fortement dégradée avec des affrontements entre les groupes armés, les forces gouvernementales, ainsi que de vives tensions à la frontière tchado-centrafricaine²⁰. Les combats ont engendré de nombreux déplacements de population et ont perturbé l'approvisionnement des marchés (voir graphique n°1). Les villes de Bocaranga et Kaga-Bandoro observaient une augmentation respective de 51% et 48% entre mars et juin 2021 du prix médian du PMAS, à cause de l'insécurité et l'augmentation des personnes déplacées internes arrivant dans les localités, selon les enquêteurs.

Dans le centre du pays durant le premier trimestre 2021, les groupes armés sont restés en périphérie des villes, menaçants les populations²¹ et organisant des raids sur les approvisionnements et les marchands (voir graphique n°1). Cette insécurité permanente a participé à détériorer les flux d'approvisionnement des denrées entre les préfectures, impliquant une hausse des prix conséquente entre fin mars et fin mai 2021. La baisse observée du PMAS non-alimentaire sur le mois de juin est justifiée par l'augmentation des distributions de bâches avant la saison des pluies par les ONG, selon les commerçants²².



Graphique 1. Graphique présentant l'évolution des prix des produits non-alimentaires du PMAS, par zone et par événement entre janvier et juin 2021.



²⁰ RFI. (2021). [Montée de tension à la frontière entre le Tchad et la Centrafrique.](#)

²¹ RFI. (juin 2021). [Centrafrique: l'ONG MSF alerte sur l'«expulsion forcée» d'un camp de réfugiés de Bambari.](#)

²² REACH (juin 2021). [RCA Fiche informative suivi des marchés Juin 2021.](#)

LES NIVEAUX DE PRIX ET LES TENDANCES

Au niveau national, **le coût médian du PMAS a augmenté de 20% entre les mois de janvier et de juin 2021**, passant de 58 842 XAF à 70 851 XAF. En comparant cette forte augmentation avec les coûts médians du PMAS sur la même période en 2020, on observe une plus forte augmentation des coûts en 2021 (i.e. augmentation de 10% du coût médian du PMAS entre janvier et juin 2020), notamment suite aux événements post-électorales, la fermeture de la MSR1, l'insécurité et la saisonnalité.

Cela s'explique notamment par l'augmentation des prix médians du PMAS alimentaire, qui ont enregistré l'augmentation la plus forte (+23%). Les prix médians du PMAS non-alimentaire ont fortement varié pour s'établir à un coût médian du PMAS non-alimentaire en juin légèrement inférieur à celui de janvier 2021. Cette légère baisse est à nuancer notamment avec des pics de variation positive de 15% entre janvier et février 2021, suite à la fermeture de la MSR1. Pour les produits d'hygiène, le seau plastique et le savon, les prix les plus élevés ont été enregistrés en mars, avec une forte augmentation du prix médian national du seau entre les enquêtes de fin janvier et de fin février. De façon générale, sans tenir compte du profil des marchés suivis, il est possible de relever que selon les mois :

- Le coût médian du **PMAS de produits alimentaires** varie entre 52 200 XAF et 64 500 XAF ;
- Le coût médian du **PMAS de produits non-alimentaires** varie entre 4 100 XAF et 5 000 XAF ;
- Le coût médian du **PMAS de produits d'hygiène** varie entre 2 300 XAF et 2 400 XAF ;
- Le coût médian du **PMAS de biens supplémentaires** varie entre 13 700 XAF et 15 300 XAF ;

Il est important de noter toutefois que **la hausse constatée entre janvier et juin n'a pas été linéaire**, puisque les variations ont été comprises entre -2% et 11% pour le prix médian national du PMAS. La médiane de ce coût total sur les six mois s'établit par ailleurs à **63 380 XAF**.

Parmi les six mois de collecte de données, **le mois de mai 2021 est celui qui présente le coût médian du PMAS le plus élevé, comme pour le mois de mai 2020**. De plus, ce coût médian s'établit au niveau le plus haut depuis mai 2020. Entre les mois d'avril et de mai, pour les seize marchés qui ont été évalués sur les deux mois consécutifs, à savoir Alindao, Bambari, Bangui, Berbérati, Birao, Bocaranga, Bossembélé, Bouar, Bria, Dekoa, Dimbi, Kaga-Bandoro, Kouango, Ndele, Obo, Zémio, l'augmentation par rapport à avril s'élève à 4%. Les augmentations ont été importantes en particulier pour les prix du riz (+33%), du maïs en grain (+22%), du haricot (+20%), de l'arachide séchée (+20%), de la bâche (+20%) et de la cuvette métallique (+13%). Le reste des produits alimentaires et non-alimentaires avaient des prix stables, ou à la baisse – e.g. -13% pour la marmite et -11% pour le drap. La période d'étude correspond à la soudure dans certaines localités, qui a accru l'indisponibilité de ces produits sur le marché, selon le retour des enquêteurs sur le terrain et le calendrier agricole²³.

Il est intéressant de noter pour le mois de mai, que ces augmentations sont principalement liées au mauvais état des routes et aux intempéries, selon les résultats des enquêtes. En effet, cette période est propice à la dégradation de l'état des routes avec de fortes pluies et elle coïncide également avec le début de la période de soudure, réduisant la disponibilité des produits alimentaires sur les marchés. Ces difficultés d'approvisionnement ont exacerbé les problèmes de disponibilité des produits ainsi que le niveau des prix dans certaines localités.

Le prix médian le plus bas du PMAS enregistré sur les six mois a été enregistré à la fin janvier 2021, soit 58 842 XAF. Enfin la baisse relative la plus importante de la période du coût médian du PMAS a été enregistrée

²³ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). [Calendrier culturel – Un outil d'information pour la sécurité semencière](#).

en mars 2021 (seule baisse observée sur la période), avec une légère diminution de 2%. La baisse est dû à une diminution des prix médians des produits non-alimentaires, et en particulier, de ceux du pagnon (-12%), du bidon (-12%), de la marmite (-14%) et de la bâche (-20%). En effet, la reprise progressive des camions sur l'axe Garoua-Boulai - Bangui a permis l'approvisionnement des produits importés, notamment non-alimentaires²⁴.

En termes de disponibilité des produits suivis, il apparaît qu'au **niveau national ce sont principalement les produits non-alimentaires qui sont indisponibles**, comme constaté en 2019 et en 2020, en particulier la bâche, la moustiquaire et la marmite. Comme en 2020, la disponibilité de la bâche, et comme cela sera développé dans les sections suivantes, a varié au gré des distributions des acteurs humanitaires, selon les enquêtes.

Concernant les produits alimentaires, et comme constaté lors du rapport de 2019 et de 2020, **le maïs en grains a été le plus souvent rapporté comme indisponible**. Le manioc cossette et le haricot ont été également rapportés comme rares sur certains marchés sur les mois suivant la période de récolte de ces derniers qui a fini en janvier 2020. La **viande de bœuf** a aussi été rapportée à de nombreuses reprises comme indisponible ou rare, avec parfois un ou deux commerçants seulement qui en vendaient sur le marché principal des localités enquêtées. Selon les enquêtes réalisées, le contexte sécuritaire a joué un rôle important dans l'approvisionnement de ce produit. De plus, les localités ayant eu pour cette période le plus de difficultés d'approvisionnement pour la viande bovine (Obo, Bangassou et Zémio) sont des zones étant hors des corridors bovins d'approvisionnement étrangers²⁵ (une majeure partie de la viande bovine étant importée du Tchad, du Cameroun et du Soudan). Il est enfin important de réitérer le fait que la disponibilité des produits impacte le calcul du PMAS mensuel, car les cotations manquantes sont remplacées par la médiane calculée au niveau national pour le mois donné.

²⁴ Investir au Cameroun : « [Réouverture officielle annoncée du corridor Douala – Bangui fermé depuis 3 mois pour insécurité en RCA](#) ». Mars 2021

²⁵ FAO, [République centrafricaine. Stratégie d'appui à la résilience – Renforcement des moyens d'existence agropastoraux \(2018–2023\)](#). Rome, 18 pp, 2018.

Évolution par type de produits

Un des niveaux de l'analyse développé dans le cadre de ce rapport concerne **l'évolution du prix des catégories de produits** ; à savoir les articles non-alimentaires, alimentaires, d'hygiène et des produits supplémentaires²⁶. Il est possible d'analyser plus en profondeur les fluctuations des prix des produits au travers le [tableau de bord interactif du suivi des prix des marchés](#). Les calculs d'évolution sont basés sur la médiane nationale calculée par produit, par mois. La médiane nationale est la médiane des prix calculés pour chaque localité. Ce niveau de prix calculé pour l'échelle nationale ne prend donc pas en compte, par définition, les prix très bas ou très élevés calculés pour certaines localités, comme cela est par exemple le cas à Bria, qui a enregistré des prix particulièrement élevés lors des enquêtes des mois passés.

Pour **les produits non-alimentaires** identifiés dans le PMAS, les prix ont observé une relative stabilité entre les mois de janvier et juin. Cependant lors des premiers mois de l'année (de janvier à mars) on peut observer une augmentation des prix en analysant par localité, notamment avec la fermeture de l'axe Garoua-Boulai - Bangui²⁷ qui a eu un impact sur les prix médians des produits importés. En effet la RCA est très dépendante des importations du Cameroun et de la République Démocratique du Congo (RDC), notamment pour les produits alimentaires et non-alimentaires²⁸.

Toutefois, le prix de la bâche enregistre une nouvelle fois une évolution notable au mois de mars 2021, avec le prix le plus élevé enregistré en février (15 000 XAF) et une diminution sur les mois de mars et avril, avant de remonter en mai. Comme observé lors du dernier rapport des tendances, son prix médian augmente d'environ 20% entre janvier et février, pour ensuite venir s'établir en mars à un niveau égal à celui de janvier. Cependant, on observe une augmentation des échelles de prix par rapport à 2020, avec des prix de la bâche en 2020 oscillant entre 10 000 XAF et 15 000 XAF, alors qu'en 2021 les prix oscillent entre 12 000 XAF et 15 000 XAF. Il est intéressant de noter également que les hypothèses sur la disponibilité de la bâche viennent confirmer celles émises lors des premiers rapports²⁹, qui soulignaient que c'est un produit « qui n'est que rarement disponible sur le marché, il est revendu à la suite de distributions et son prix varie en fonction du nombre disponible »³⁰. Au mois de juin 2020 et 2021, les enquêteurs avaient partagé sur plusieurs localités que des distributions de bâche avaient été organisées pour la saison des pluies par les acteurs humanitaires, provoquant alors une baisse des prix. À noter que les enquêteurs ont pour consigne de privilégier le relevé de prix des bâches sans logo d'organisation, qui sont généralement moins chères que celles portant un logo. Une augmentation de prix peut ainsi s'expliquer par l'unique disponibilité sur le marché de bâches avec logos.

À la vue de la tendance des variations au cours des deux années de collecte de données, l'hypothèse que **les stocks de bâches suite aux distributions des ONG ont une durée d'environ quatre à cinq mois est encore valable**, avec une baisse de la disponibilité de ce produit sur un grand nombre de marchés, et une tendance à l'augmentation de son prix médian. Cette tendance, et la revente de ce produit par certains commerçants, est un élément non-négligeable pour l'adaptation de la réponse programmatique des acteurs humanitaires, afin d'être au plus près des besoins réels des populations affectées. Cette hypothèse comprend une nuance réalisée sur le

²⁶ Ces produits supplémentaires ne sont pas intégrés dans l'étude et la définition du prix du PMAS. Ils sont étudiés séparément et fournissent des informations complémentaires sur l'état des marchés dans le pays. À titre d'exemple, suivre l'évolution du coût de l'essence permet aussi de comprendre les conditions d'approvisionnement de certains marchés qui dépendent beaucoup d'importations des pays voisins ou d'autres marchés ailleurs en République Centrafricaine.

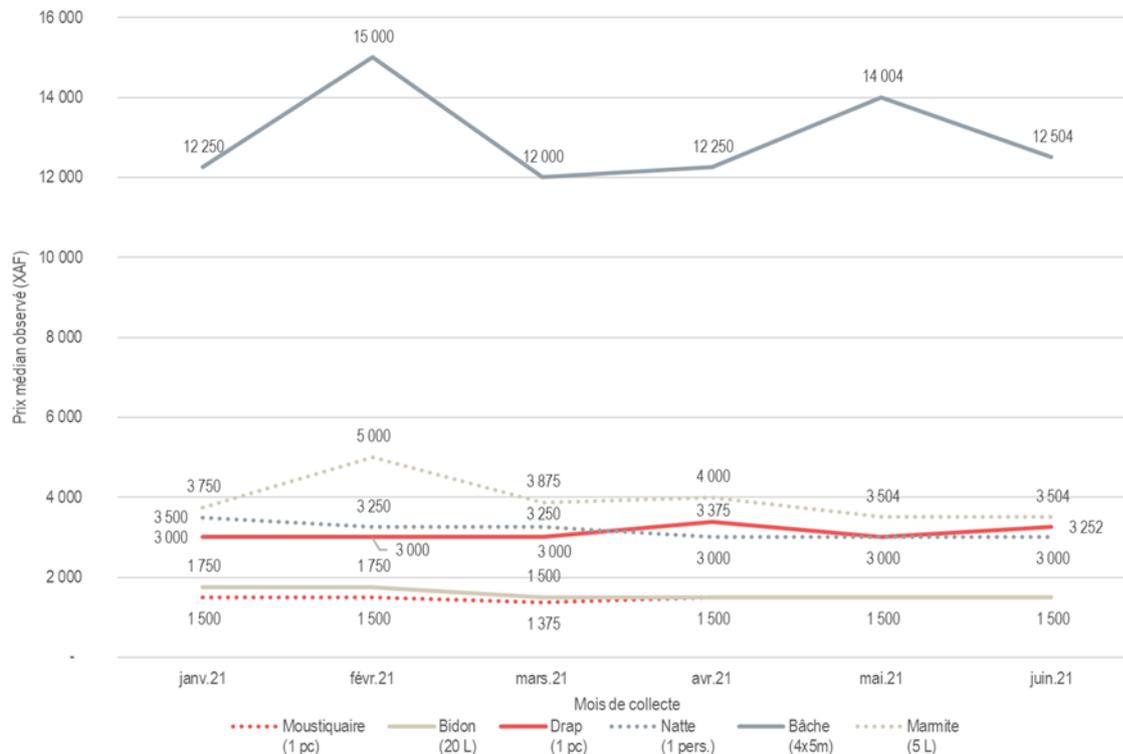
²⁷ Le Monde (février 2021) : « [Les attaques de rebelles paralysent la route qui relie le Cameroun et la République centrafricaine](#) ».

²⁸ Banque Mondiale (octobre 2020) « [La République centrafricaine à l'heure de la COVID-19 - Diversifier l'économie pour renforcer la résilience et favoriser la croissance](#) ».

²⁹ REACH. (2019). [Analyse Intermédiaire de l'Initiative Conjointe de Suivi des Marchés, juin à décembre 2019](#) et REACH. (2020). [Analyse Intermédiaire de l'Initiative Conjointe de Suivi des Marchés, janvier à juin 2020](#) et REACH. (2020) [Analyse Intermédiaire de l'Initiative Conjointe de Suivi des Marchés, juillet à novembre 2020](#).

³⁰ REACH. (2019). [Analyse Intermédiaire de l'Initiative Conjointe de Suivi des Marchés, juin à décembre 2019](#) et REACH. (2020). [Analyse Intermédiaire de l'Initiative Conjointe de Suivi des Marchés, janvier à juin 2020](#) et REACH. (2020) [Analyse Intermédiaire de l'Initiative Conjointe de Suivi des Marchés, juillet à novembre 2020](#).

premier semestre 2020, avec notamment l'impact de la COVID-19 sur les approvisionnements transfrontaliers (dont la bâche fait partie) et en 2021 avec le blocage de la MSR1 et les limitations des activités des acteurs à cause de l'insécurité.



Graphique 2. Graphique présentant l'évolution des prix des produits non-alimentaires du PMAS, pour l'ensemble des localités évaluées entre janvier et juin 2021.

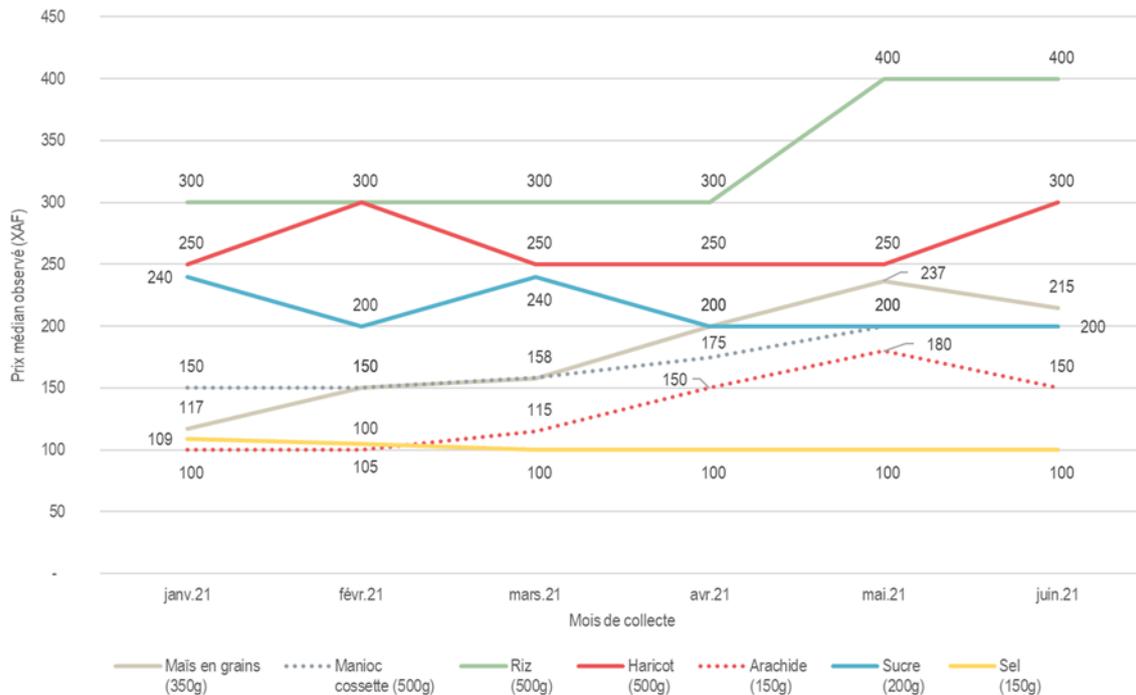
De façon générale, les prix sont relativement stables mais ces produits sont difficilement trouvables dans de nombreuses localités. Notamment en février 2021, où la disponibilité de la bâche, de la marmite et de la moustiquaire a fortement diminué, avec respectivement 53% (9/17) - 47% (8/17) et 35% (6/17) des marchés enquêtés sur le mois de février où une rareté de ces produits a été rapportée. Pour la moustiquaire et la bâche, la disponibilité sur les marchés enquêtés est tributaire de la distribution des acteurs humanitaires, ainsi que de l'état des routes pour acheminer ces produits n'étant généralement pas issus de productions locales, selon le retour des enquêteurs. Enfin en février 2021, le blocage de la MSR1 a eu un fort impact sur la disponibilité des produits qui sont importés depuis le Cameroun.

Pour **les produits alimentaires du PMAS**, on constate une augmentation progressive pour un grand nombre de produits, dans la même dynamique du premier semestre 2020³¹, avec des fluctuations de prix sur certains produits alimentaires assez importantes. Le prix des produits alimentaires du PMAS a augmenté depuis le début d'année 2021, conséquence des conflits et difficultés d'approvisionnement entre les localités, en plus d'être influencé en mars par des éléments de saisonnalité, comme la période de jeûne du Ramadan et de semences, et la continuation de l'insécurité notamment sur les marchés de certaines préfectures).

Afin de faciliter l'analyse, les évolutions des prix des produits alimentaires du PMAS ont été réparties sur deux graphiques en fonction des intervalles de prix. Un certain nombre de produit alimentaire est tributaire du calendrier agricole et de la saisonnalité (période des pluies et ramadan). Ainsi, le prix médian du maïs observe une augmentation nette (+ 103% du prix médian entre janvier et mai 2021) lors de la période observée, avec une baisse de la disponibilité sur les marchés du maïs. Le prix du manioc cossette présente lui une augmentation progressive

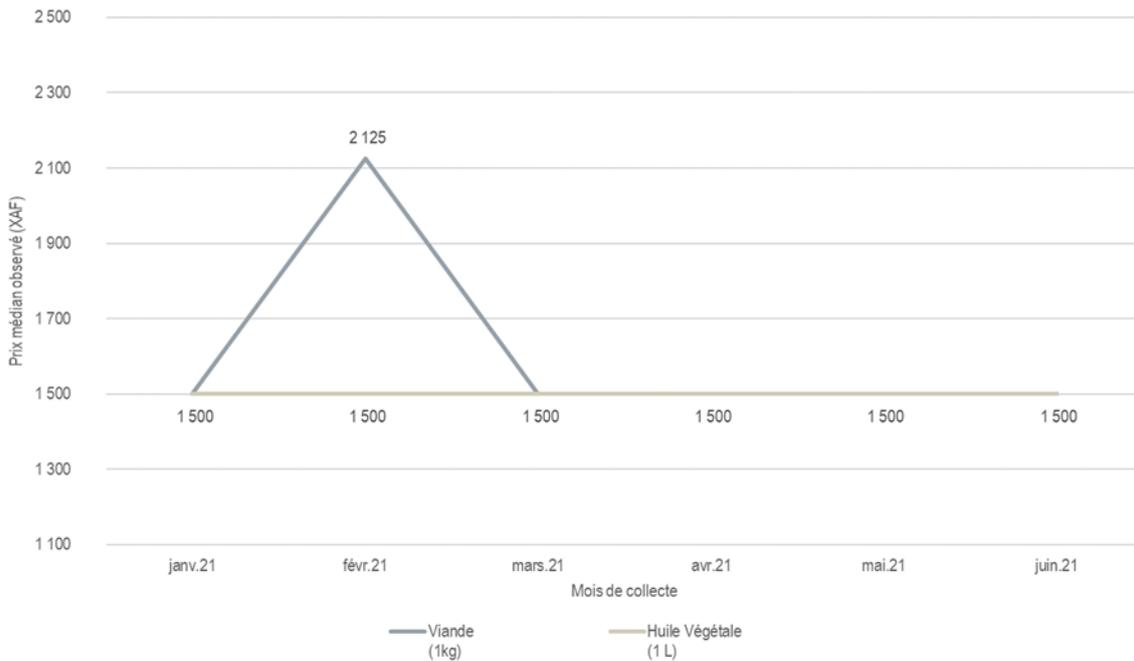
³¹ REACH. (2020). [Analyse Intermédiaire de l'Initiative Conjointe de Suivi des Marchés, janvier à juin 2020.](#)

de 50%, avant de se stabiliser à partir de mai. Le prix du riz reste stable jusqu'au mois d'avril, avant d'augmenter nettement entre avril et mai, s'établissant de 300 XAF les 500 grammes en avril à 400 XAF en mai. Cette volatilité du prix (hausse sur le mois d'avril et mai) est liée aux chaînes d'approvisionnement du produit, ce produit étant importé soit depuis le Cameroun ou depuis la RDC, il est donc très sensible aux difficultés de l'approvisionnement transfrontalier et routier.



Graphique 3. Graphique présentant l'évolution des prix des produits alimentaires du PMAS, pour l'ensemble des localités évaluées entre janvier et juin 2021.

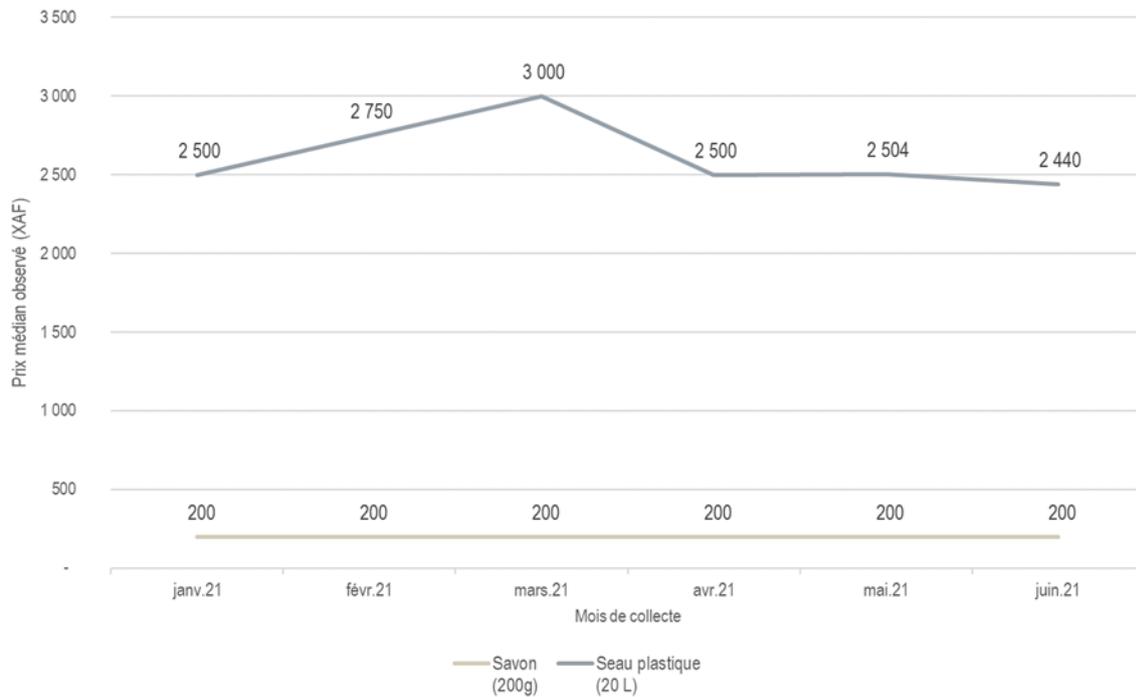
Par ailleurs, la viande présente une forte hausse des prix en février (suite à plusieurs mois de stabilité entre août 2020 à janvier 2021) pour revenir ensuite à son prix initial de janvier 2021 entre mars et juin, soit 1 500 XAF le kilo. Pour l'huile végétale, les prix au niveau national sont très stables, malgré quelques variations sur la période observée si l'on observe son évolution par localité.



Graphique 4. Graphique présentant l'évolution des prix des produits alimentaires du PMAS (suite), pour l'ensemble des localités évaluées entre janvier et juin 2021.

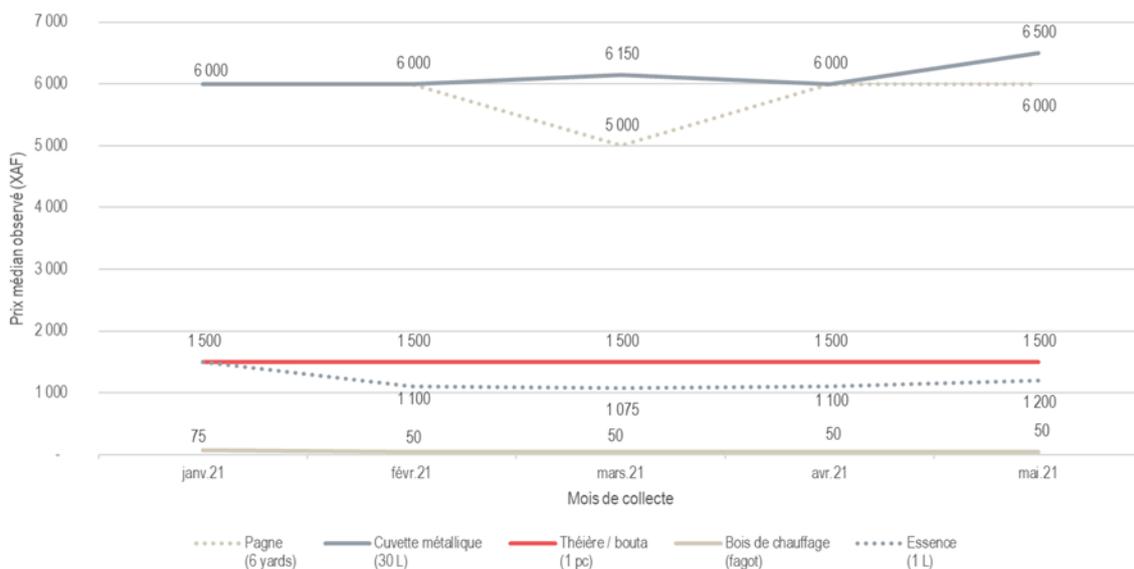
Pour **les produits d'hygiène du PMAS**, on constate que les prix suivent une tendance similaire à celle observée en 2020, c'est-à-dire une relative stabilité au cours des mois passés. En effet, le seau plastique voit son prix médian augmenter progressivement de 2500 XAF à 3 000 XAF, du fait de la fermeture de l'axe Garoua-Boulai – Bangui (voir section contexte) selon les enquêteurs. En effet, ce niveau du prix médian est à nuancer, car ce produit était rare ou indisponible sur plusieurs localités lors des différents mois de collecte. Ainsi, les localités suivantes ont eu au moins une rupture ou indisponibilité du seau en plastique sur leurs marchés : **Obo, Bangassou, Bossangoa, Birao et Bimbo**. Le prix médian national du savon est resté le même pendant la période observée, soit 200 XAF pour une pièce semi-industrielle de 200 grammes.

Par ailleurs, le prix de **l'eau en bidon de 20 litres** a été suivi depuis avril 2020. La collecte de prix n'a pas été toujours possible du fait que les forages, où les individus peuvent remplir leur bidon d'eau à la pompe, sont parfois éloignés du marché, et les enquêteurs n'avaient pas toujours le temps de s'y rendre. Au regard des résultats des collectes de données et des retours des enquêteurs, les tendances qui se dégagent concernent tout d'abord **la gratuité de l'eau dans certaines localités**, comme à **Alindao**, où il est toutefois possible de se faire livrer à domicile un bidon d'eau, auquel cas le service de transport est payant. Le prix peut aussi varier en fonction de la souscription à un forfait, dont le tarif est établi à la semaine, ou mensuellement. Les enquêteurs avaient pour consigne de renseigner le prix de remplissage unique d'un bidon d'eau, et la médiane des prix médians entre janvier et juin est de 25 XAF.



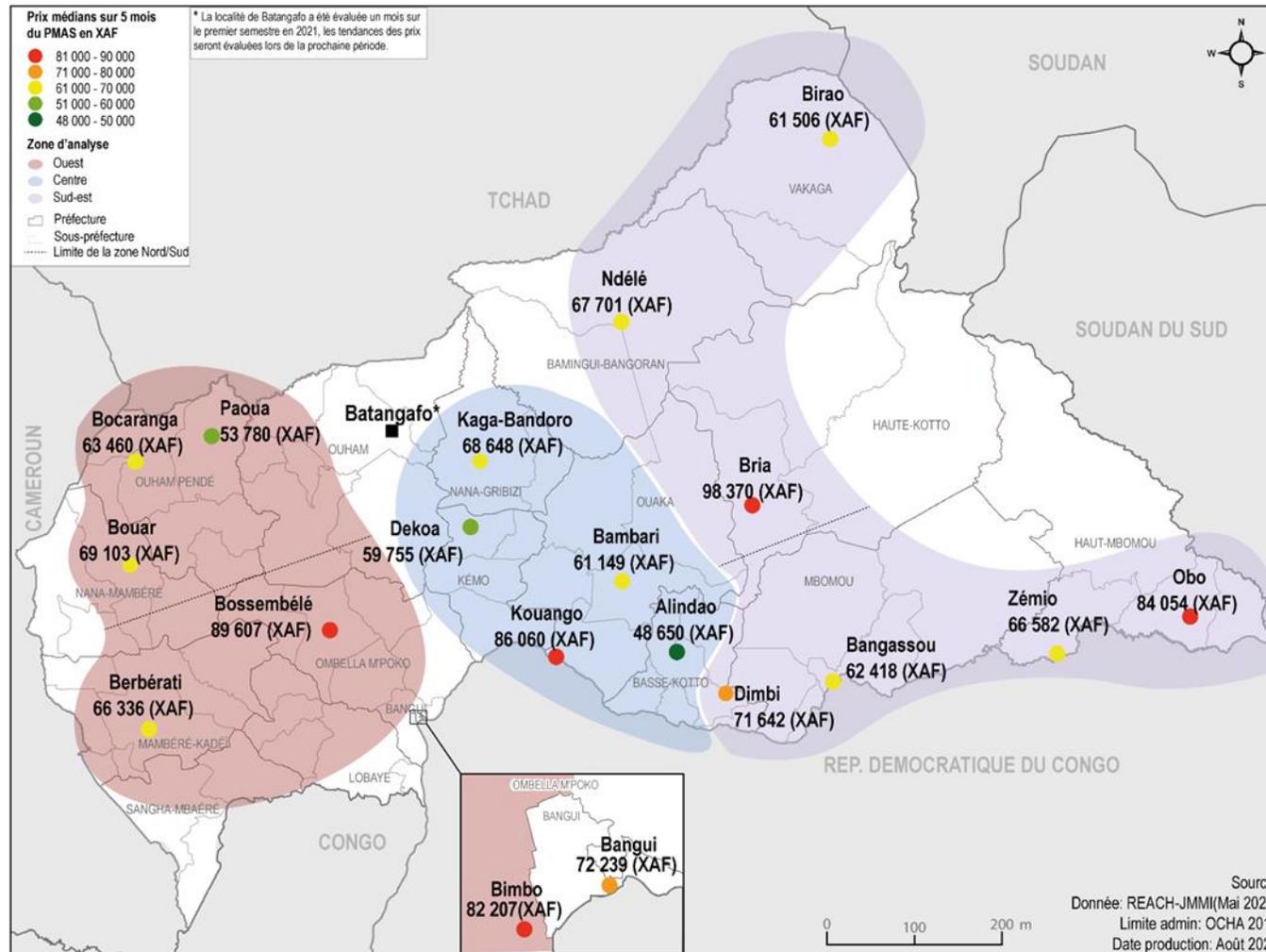
Graphique 5. Graphique présentant l'évolution des prix des produits d'hygiène du PMAS, pour l'ensemble des localités évaluées entre janvier et juin 2021.

Quant aux **produits supplémentaires**, qui s'ajoutent à la liste de produits du PMAS et qui fournissent des informations complémentaires sur l'état des marchés dans le pays, on constate que les prix ont légèrement varié entre janvier et juin 2021. La cuvette métallique et l'essence sont les produits qui ont le plus varié. Pour la cuvette métallique, ses prix varient selon la disponibilité du produit sur les marchés, en effet pour le mois de juin et entre février et mai, ce produit était indisponible sur environ 20% à 30% des marchés enquêtés. Concernant l'essence, il est intéressant d'observer sa forte volatilité au fil des mois et du contexte, oscillant de 1 500 XAF le litre d'essence en début d'année, pour descendre à 1 075 XAF en mars avant de remonter à la fin de la période observée (i.e. en juin) à 1 200 XAF. Les localités du nord de la RCA (**Bocaranga, Kaga-Bandoro, Birao, Bria et Ndélé**) et **Bangui** sont les zones qui ont, le plus souvent, les tendances de prix les plus volatiles, car dépendantes de l'approvisionnement transfrontalier du Tchad, du Soudan et du Cameroun.



Graphique 6. Graphique présentant l'évolution des prix des produits supplémentaires, pour l'ensemble des localités évaluées entre janvier et juin 2021.

Coûts médians du PMAS sur six mois par localités



Note: les données, désignations ou frontières utilisées dans cette carte ne sont pas garanties sans erreurs et n'implique en aucun cas la responsabilité ni l'approbation de REACH, de ses partenaires ou organisations associées, ni des bailleurs de fond mentionnés sur cette carte

*La localité de Batangafo a été évaluée un mois sur le premier semestre 2021, les tendances des prix seront évaluées lors de la prochaine période d'analyse.

Carte 2 : Carte des localités évaluées et des zones d'analyse sur la période de janvier à juin 2021, avec les coûts médians du PMAS par marché.

Zone ouest (Bossembélé, Bimbo, Berbérati, Bocaranga, Paoua et Bouar)

67 719 XAF

Prix médian du PMAS de janvier
à juin 2021

Parmi les localités incluses dans l'analyse de la **zone ouest, Bossembélé, Bimbo, Berbérati, Bocaranga, Paoua et Bouar** ont été retenues. La collecte des données n'a toutefois pas été régulière pour toutes ces localités, seules les localités de Bocaranga et de Bouar ont été enquêtées sur les six mois consécutifs, ce qui représente un manque à gagner pour l'analyse, et l'une des limites principales de l'étude.

Relativement au dernier rapport de tendances semestrielle, la couverture géographique de la zone a changé, puisque les localités de Mbaïki et Bozoum n'ont pas été couvertes pendant la période observée. À savoir que des points de comparaison ont été établis avec une localité enquêtée dans la zone ouest, mais pour lesquelles les données ne sont disponibles que pour deux mois sur les six mois de collecte de données. Il s'agit de la localité de Bimbo.

Pour la zone ouest, le prix médian du PMAS sur les six mois pour les 6 localités retenues dans l'analyse, est de **67 719 XAF**³². Le niveau du prix médian du PMAS de la zone ouest est légèrement au-dessus à celui du prix médian national pour les six mois, qui s'établit à environ 64 000 XAF.

Par ailleurs, le prix médian du PMAS sur la zone s'établit à un niveau supérieur à celui calculé en 2019 et en 2020 pour cette même zone. Cette zone est approvisionnée par le Cameroun sur les deux axes de Garoua-Boulai et Gamboula, et par le Tchad par la route nationale 1. Depuis le mois d'avril et l'avancée des forces armées de la Centrafrique (FACA) et les forces internationales (FI) sur l'ouest de la RCA, les provinces de l'ouest subissent une forte insécurité et mouvements de population, impactant alors les marchés et le niveau des prix.

Ces variations de prix suite à l'évolution du contexte sont d'autant plus visibles sur les localités de **Bocaranga, Bossembélé et Paoua**, où les prix ont nettement augmenté entre fin mars et fin mai (jusqu'à fin juin pour **Bocaranga**), avec respectivement des prix médians du PMAS de 83 816 XAF (fin juin), 94 420 XAF et 66 740 XAF (fin mai). Entre mars et juin 2021 le coût médian du PMAS de **Bocaranga** a augmenté de 50%, notamment avec une envolée des prix pour de l'arachide, du haricot, de l'huile végétale, du maïs, du manioc, du riz, du sucre et également de l'essence.

Au vu des données à disposition pour les marchés de la zone, il est particulièrement difficile d'établir le **niveau d'intégration des marchés**. Pour rappel du rapport des tendances du premier semestre 2020, « l'intégration des marchés est principalement analysée à travers le différentiel de prix entre les marchés ; ainsi, le degré d'intégration d'un marché sera qualifié de fort si le différentiel de prix est petit, et de faible lorsque le différentiel de prix est élevé³³. Le sens de variation sera aussi pris en compte dans l'analyse ». Cependant, malgré les mois de collecte manquants, il y a lieu de faire une analyse de deux tendances relatives : une première (Z1) est observée sur trois localités au sud-ouest (**Bossembélé, Bimbo et Berbérati**) et la deuxième (Z2) reprend trois localités au nord-ouest (**Bouar, Bocaranga et Paoua**).

Les constats varient selon les catégories de produits et la période étudiée. Pour les produits non-alimentaires (cf graphique n°6) pour la Z1, entre avril et juin, les prix médians du PMAS non-alimentaire de la zone observent une baisse, en corrélation avec la baisse observée au niveau national. Entre février et juin, le coût médian du

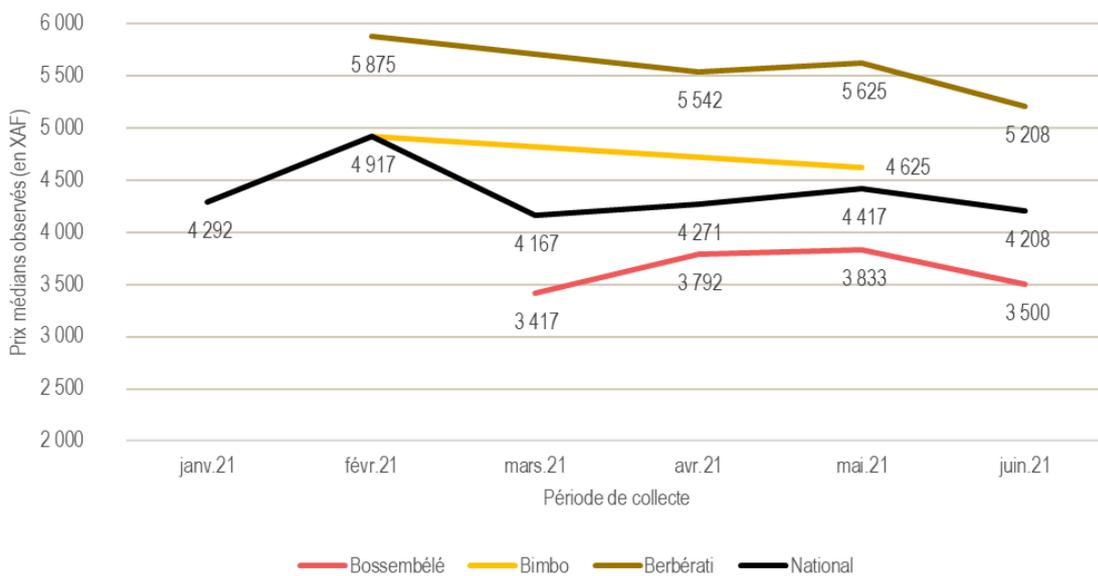
³² Pour ces six marchés, les prix médians du PMAS pour chaque mois entre janvier et juin 2021 ont été repris. Sur cette base, la médiane de ces six mois a été calculée, pour chaque marché. Puis, la médiane de ces médianes par marché a été calculée. De plus, les prix des PMAS ont été considérés dans leur ensemble, sans ôter les prix des produits indisponibles ou rares sur les marchés (c'est-à-dire ceux pour lesquels REACH a considéré le prix médian national). À titre d'exemple, ce calcul n'a pas pris en compte le fait que le manioc n'était pas disponible à Paoua en avril 2021. Le prix médian pour ce mois retenu est celui qui avait été obtenu grâce au remplacement du prix du maïs par le prix observé à l'échelle de toutes les localités évaluées ce mois-ci.

³³ Pajot Stéphane (2003). « [Intégration du marché global dans un système composé de marchés locaux. Analyse par la théorie de la percolation](#) », *Revue économique*, (Vol. 54).

PMAS non-alimentaire de **Berbérati** a diminué de 11%, suite à la baisse du prix de la bâche, de la natte et de la marmite coïncidant avec la tendance à la baisse des prix du panier non-alimentaire observée sur la période pour **Bimbo** et **Bossembélé**.

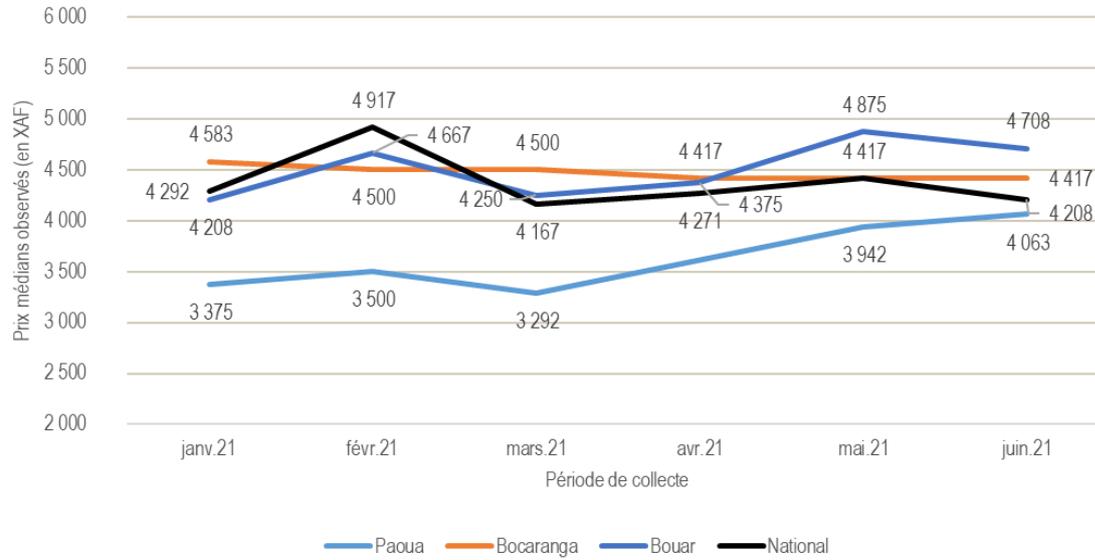
Pour la Z2 (cf graphique n°8), si les prix médians du PMAS non-alimentaire pour **Bocaranga** observent une nouvelle fois une stabilité (voir le rapport du deuxième semestre 2020³⁴), ces prix médians évoluent bien différemment pour les localités de **Bouar** et **Paoua** qui, entre janvier 2021 et juin 2021, ont une tendance à augmenter.

Bouar présente des variations de prix plus importantes, dues à l'indisponibilité et la rareté de certains produits comme la moustiquaire, la bâche et la marmite jusqu'à mars 2021, selon le retour des enquêteurs. Il faut attendre avril 2021 pour avoir suffisamment de produits non-alimentaire disponible sur le marché de **Bouar**. Pour le marché de **Paoua** on observe une forte indisponibilité de la moustiquaire, notamment entre mars et mai, où le produit serait de nouveau disponible à partir de mai, coïncidant avec l'organisation de distributions dans la région, selon le retour des enquêteurs.



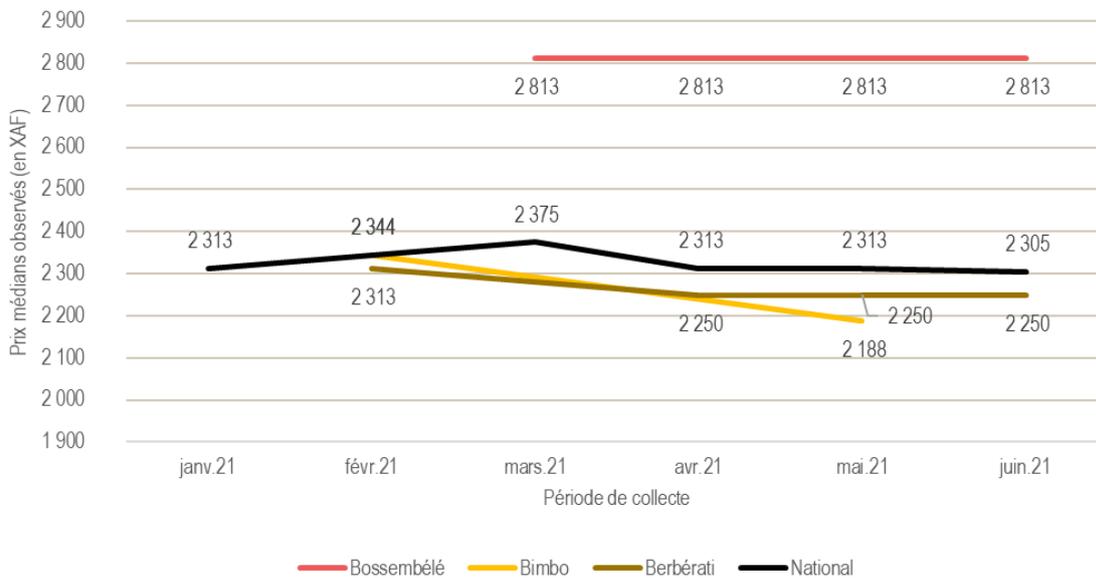
Graphique 7. Graphique présentant l'évolution des prix des produits non-alimentaires du PMAS pour trois marchés de la zone ouest de la RCA entre janvier et juin 2021 _Zone 1 (Z1).

³⁴ REACH. (2020) [Analyse Intermédiaire de l'Initiative Conjointe de Suivi des Marchés, juillet à novembre 2020.](#)

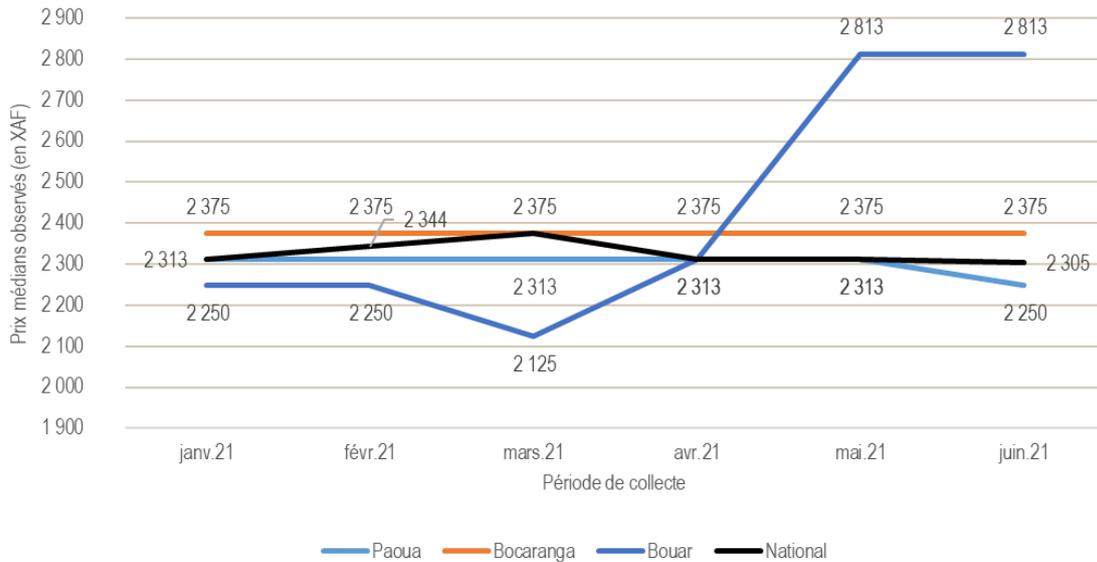


Graphique 8. Graphique présentant l'évolution des prix des produits non-alimentaires du PMAS pour trois marchés de la zone ouest de la RCA entre janvier et juin 2021 _ Zone 2 (Z2).

À propos des **produits d'hygiène**, les prix médians du PMAS sont stables sur la période observée pour les localités de **Bossembélé, Berbérati, Bocaranga, Paoua et Bimbo**. De nouveau, pour la localité de **Bouar**, les prix fluctuent entre février et mai, notamment à la suite de l'augmentation du prix du savon et du seau en avril.



Graphique 9. Graphique présentant l'évolution des prix des produits d'hygiène du PMAS pour trois marchés de la zone ouest de la RCA entre janvier et juin 2021.



Graphique 10. Graphique présentant l'évolution des prix des produits d'hygiène du PMAS pour trois marchés de la zone ouest de la RCA entre janvier et juin 2021.

Concernant les produits alimentaires, deux tendances s'observent, entre le nord-ouest (**Paoua**, **Bocaranga** et **Bouar**) et les autres localités de la zone ouest. Sur la Z2, on observe que les prix médians des trois localités sont en hausse entre février et avril. En mai, les prix médians de **Bocaranga** et **Paoua** continuent de grimper, avant que les prix de **Paoua** chutent finalement sur la fin juin, et que les prix à **Bocaranga** continuent leur tendance à la hausse. Ces augmentations sont issues d'une forte instabilité dans la zone, avec plus de 33.000 nouveaux déplacés dans les préfectures de l'Ouham-Pendé, de l'Ouham et de Nana-Gribizi sur la fin mai – début juin³⁵, impactant la stabilité des prix. Enfin à **Bocaranga**, la majorité (74%) des commerçants rencontrés déclare avoir connu une diminution de leur clientèle au début du mois de juin 2021, du fait principalement de l'insécurité sur les axes et le manque de moyens financiers. Par ailleurs, ils sont 81% à affirmer que certains de leurs collègues ont dû fermer leur boutique depuis début juin en raison de l'insécurité³⁶.

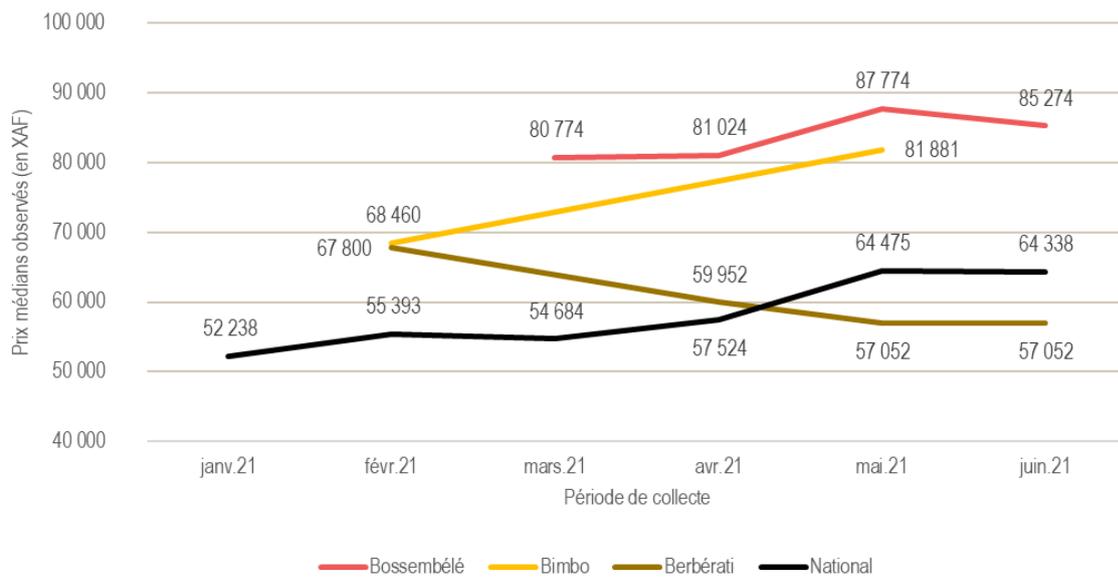
Ces variations sont expliquées, selon les enquêteurs, d'une part par la rareté de certains produits, et d'autre part par des difficultés d'approvisionnement dues à l'insécurité. Pour rappel, les localités de la Z2 sont au nord de la MSR1, qui a été bloquée jusqu'au mois de mars (voir section contexte), coïncidant avec une baisse des prix à partir d'avril et de mai pour respectivement **Bouar** et **Paoua**. Cependant, il peut également y avoir une corrélation avec le calendrier agricole³⁷, où pour les localités de **Bocaranga**, **Paoua** et **Bouar**, le maïs était rare ou indisponible sur les marchés sur les mois de mai et juin, le mois de juin étant la période de semence du maïs pour le nord-ouest de la RCA. Il en est de même pour l'arachide à **Bouar** et **Bocaranga**, où le prix a augmenté respectivement de 25% et de 150% entre avril et juin, le produit étant rare sur les marchés pendant la période de semence entre mai et juin, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Sur les localités de **Bimbo** et **Bossembélé**, on observe tout d'abord une relative augmentation des prix entre février (mars pour **Bossembélé**) et mai 2021. Cette augmentation à **Bossembélé** concerne principalement l'augmentation de l'huile végétale et le manioc cossette, à cause notamment des difficultés d'approvisionnement et la saisonnalité, selon les enquêteurs. Sur la période et sur la zone 1, les localités n'ont pas été suivies de manière régulière, avec simplement **Bossembélé** qui a été évaluée 4 mois sur les 6 mois, rendant difficile une analyse plus poussée des tendances de prix de la zone.

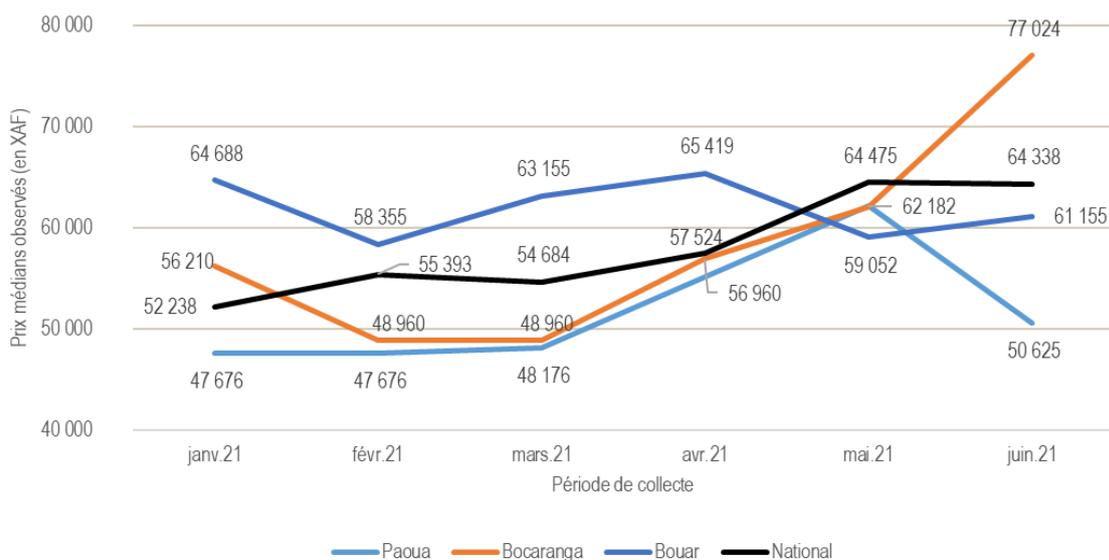
³⁵ Commission des mouvements de population - [Mouvements de population – Post élection](#), mai 2021.

³⁶ REACH (2021). [Fiche informative de l'initiative conjointe de suivi des marchés, juin 2021](#).

³⁷ Selon le [rapport des calendriers agricoles par zones climatiques](#), FAO, juin 2014.



Graphique 11. Graphique présentant l'évolution des prix des produits alimentaires du PMAS pour les trois marchés (Z1) de la zone ouest entre janvier et juin 2021.



Graphique 12. Graphique présentant l'évolution des prix des produits alimentaires du PMAS pour les cinq marchés (Z2) de la zone ouest entre janvier et juin 2020.

En termes d'évolution des prix, si l'on analyse tout d'abord les deux seuls marchés pour lesquels le plus grand nombre de données entre janvier et juin sont disponibles, soit **Bocaranga** et **Bouar**, les évolutions du coût médian du PMAS sont respectivement comprises entre -12% et +22%, et entre - 8% et 7%, soit des coûts médians totaux du PMAS une nouvelle fois variables³⁸.

Pour **Berbérati**, les médianes des prix ont oscillé entre -4% et 0% entre avril et juin, soit une évolution relativement stable. Les médianes de prix à **Paoua** sont restées très stables sur les premiers cinq mois de données disponibles, notamment avec l'indisponibilité des produits cités ci-dessous, pour finir avec une importante diminution des prix en juin 2021. Ces indisponibilités et les fluctuations des prix à **Paoua** sont à relativiser avec le changement du partenaire de collecte de donnée, faisant suite à une période de transition et de formation des nouvelles équipes.

³⁸ REACH. (2020). [Analyse Intermédiaire de l'Initiative Conjointe de Suivi des Marchés, janvier à juin 2020](#) et REACH. (2020). [Analyse Intermédiaire de l'Initiative Conjointe de Suivi des Marchés, juillet à novembre 2020](#).

Les variations des prix médians du PMAS à **Bossembélé**, pour les mois qui ont été enquêtés, vont de -3% à +8% rendant compte d'une relative volatilité des prix sur ces marchés.

Le tableau 1 présente un résumé des prix médians observés de janvier à juin 2021 ainsi que les principales indisponibilités, par type de produits et par localité. Ces indications sont aussi renseignées pour le niveau national et pour la zone concernée. Les articles inscrits comme indisponibles sont des articles ayant été rapportés comme tel au moins deux fois de janvier à juin 2021.

	Prix médian du PMAS non-alimentaire	Articles indisponibles	Prix médian du PMAS alimentaire	Articles indisponibles	Prix médian du PMAS hygiène	Articles indisponibles	Prix médian des produits supplémentaires	Articles indisponibles
Berbérati	5 583	Aucun	58 502	Aucun	2 250	Aucun	13 838	Aucun
Bimbo	4 771	Aucun	75 170	Aucun	2 266	Aucun	11 798	Bois de chauffage
Bocaranga	4 458	Aucun	56 585	Aucun	2 375	Aucun	14 675	Aucun
Bossembélé	3 646	Aucun	83 149	Aucun	2 813	Aucun	12 685	Cuvette métallique
Bouar	4 521	Bâche, bidon, marmite, moustiquaire	62 155	Mais	2 281	Aucun	11 100	Eau bidon - 20L
Paoua	3 500	Marmite, moustiquaire	48 176	Mais	2 313	Aucun	10 350	Cuvette métallique
National	4 281		56 458		2 313		14 156	
Zone Ouest	4 490		60 329		2 297		12 241	

Tableau 1. Présentation des prix médians et de l'indisponibilité des produits suivis dans le cadre de l'ICSM, de janvier à juin 2021, par catégorie de produit et par zone géographique.

Une nouvelle fois par rapport au deuxième semestre 2020³⁹, le prix médian sur les six mois pour toutes les catégories des produits est légèrement supérieur à celui calculé au niveau national sur cette même période. À noter toutefois, que le prix médian de la localité sur les six mois prend en compte des marchés n'ayant pas été couverts pendant la totalité des six mois (comme le marché de **Bimbo** qui a été couvert seulement deux mois). Comme pour l'année 2020, le panier des produits supplémentaires de **Bocaranga** enregistre le prix médian le plus élevé de la zone, du fait notamment des prix très haut sur la zone sur ces produits par rapport à la médiane nationale, notamment pour la bâche, la cuvette métallique, du pagne et la forte augmentation du prix de l'essence entre fin mars 2021 et fin juin 2021 (+60%). De plus, la catégorie de produits qui se différencie le plus du niveau national sur cette période est le prix médian du PMAS alimentaire, pour lequel deux marchés (**Bossembélé** et **Bimbo**) présentent un coût médian du PMAS alimentaire bien supérieur au niveau national. Enfin, la catégorie des biens non-alimentaires présente le plus d'articles indisponibles sur la période sur les marchés de **Bouar** et **Paoua**, avec notamment la difficulté de trouver des marmites et moustiquaires sur les deux localités.

³⁹ REACH. (2020) [Analyse Intermédiaire de l'Initiative Conjointe de Suivi des Marchés, juillet à novembre 2020](#).

Zone centre (Kaga-Bandoro, Kouango, Alindao, Dékoa, Bambari)

61 149 XAF

Prix médian du PMAS de janvier à
juin 2021

Pour la **zone centre**, ce sont les localités de Kaga-Bandoro, Kouango, Alindao, Dékoa, et Bambari qui ont été retenues dans l'analyse **pour des raisons de localisation mais aussi de dynamiques des prix du PMAS similaires au cours des six derniers mois**. La collecte des données n'a pas été régulière pour toutes ces localités, cependant on observe que **Kaga-Bandoro** et **Kouango** ont été couverts pendant les 6 mois, et **Alindao** et **Bambari** ont été couverts pendant 5 mois consécutifs. Seul **Dékoa** a été enquêtée sur 3 mois consécutifs, étant une nouvelle localité couverte par l'étude. À savoir que les préfectures de la Ouaka, de la Basse-Kotto, de la Kémo et de Nana-Gribizi ont été fortement impactées par la situation sécuritaire, engendrant d'importants mouvements de populations et perturbations de l'approvisionnement des marchés.

On observe une dynamique de prix principale qui concerne la quasi-totalité des localités et une dynamique plus isolée de **Kouango**. On s'attardera dans l'analyse à observer les fluctuations similaires, puis le niveau des prix médians du PMAS. La **principale dynamique** concerne donc la quasi-totalité des localités de la zone étudiée, à savoir **Kaga-Bandoro, Alindao, Dékoa** et **Bambari**, mais avec des prix médians du PMAS différents. La **dynamique des prix de Kouango se distingue**, mais est à nuancer du fait de l'isolation de la ville, et ses approvisionnements transfrontaliers avec la RDC.

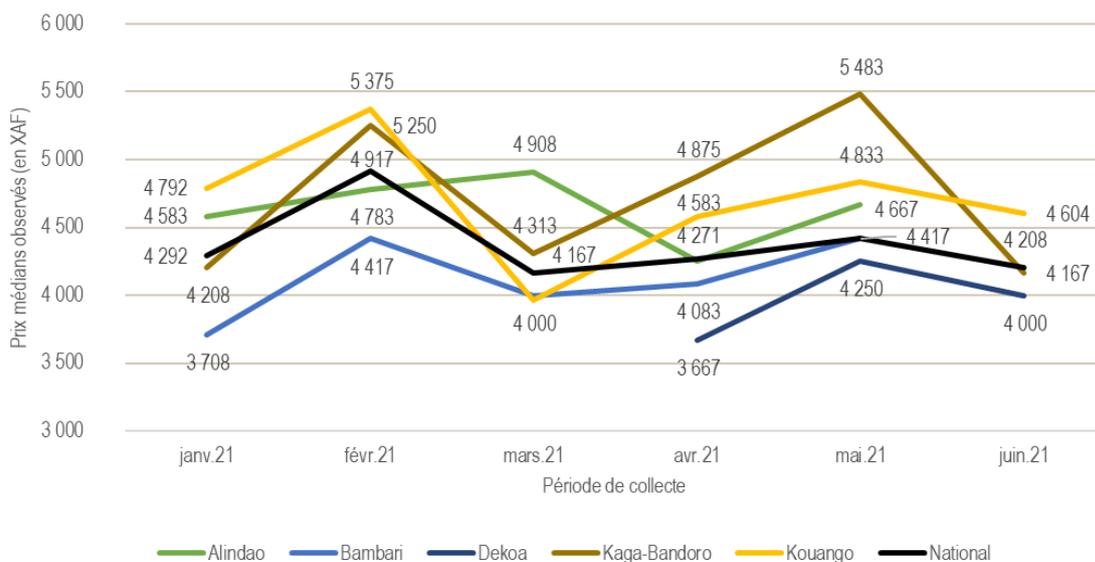
Par rapport au dernier rapport des six mois, la couverture géographique a changé, en ayant intégré les marchés **d'Alindao** et **Bambari**, pour des raisons de localisation géographique, mais aussi car ces localités ont présenté des fluctuations des prix médians du PMAS similaires et par la similarité du contexte sécuritaire des localités sur les derniers mois.

La localité de **Dimbi ne présentant pas les mêmes dynamiques de prix que Alindao** malgré l'appartenance à la même préfecture, les marchés sont analysés **sur des zones différentes**. De plus, leur faible niveau d'intégration pour les différentes catégories de produits semblait indiquer que ces localités ne représentaient pas un relais d'approvisionnement l'une pour l'autre.

Pour la zone centre, le prix médian du PMAS sur les six mois, pour les cinq localités retenues dans l'analyse, est de **61 149 XAF**. Contrairement à 2019 et 2020⁴⁰, le **prix médian du PMAS sur la zone est inférieur à celui du niveau médian national** pour six cinq mois, qui s'établit à environ 66 000 XAF. Ce prix médian est à nuancer, notamment avec la forte modification des marchés évalués, mais aussi avec une hausse progressive et soutenue des prix pour **Alindao, Bambari, Dékoa** et **Kaga-Bandoro**. Un point d'attention sera à suivre sur le prochain rapport des tendances, afin de comprendre la dynamique des prix de la zone et la durabilité de cette hausse de prix.

Concernant **l'intégration des marchés de la zone**, pour **les produits non-alimentaires**, plusieurs tendances se distinguent, comme le présente le graphique ci-dessous.

⁴⁰ REACH. (2019). [Analyse Intermédiaire de l'Initiative Conjointe de Suivi des Marchés, juin à décembre 2019](#) et REACH. (2020). [Analyse Intermédiaire de l'Initiative Conjointe de Suivi des Marchés, janvier à juin 2020](#) et REACH. (2020) [Analyse Intermédiaire de l'Initiative Conjointe de Suivi des Marchés, juillet à novembre 2020](#).



Graphique 13. Graphique présentant l'évolution des prix des produits non-alimentaires du PMAS pour les cinq marchés de la zone centre entre janvier et juin 2021.

Tout d'abord, **Alindao, Bambari, Kouango et Kaga-Bandoro** présentent une augmentation similaire des prix entre les mois de janvier et février 2021, notamment du fait de la situation post-électorale et la difficulté d'approvisionnement des villes du centre de la RCA. **Les localités de Bambari, Kouango et Kaga-Bandoro ont suivi ensuite les mêmes tendances sur le panier non-alimentaire, avec une baisse des prix au mois de mars** (i.e. ouverture de la MSR1 et reprise des villes par les forces armées gouvernementales) et une montée progressive des prix jusqu'au pic au mois de mai 2021. Cette montée progressive des prix est à mettre en parallèle avec la forte instabilité sécuritaire du centre de la RCA et des mouvements de populations observés dans les préfectures de la Nana Gribizi, de la Ouaka et de la Basse-Kotto (voir section contexte). Ces événements ont eu un impact non négligeable sur l'approvisionnement des marchés, ainsi que l'entrée dans la saison des pluies, rendant l'approvisionnement irrégulier et insuffisant.

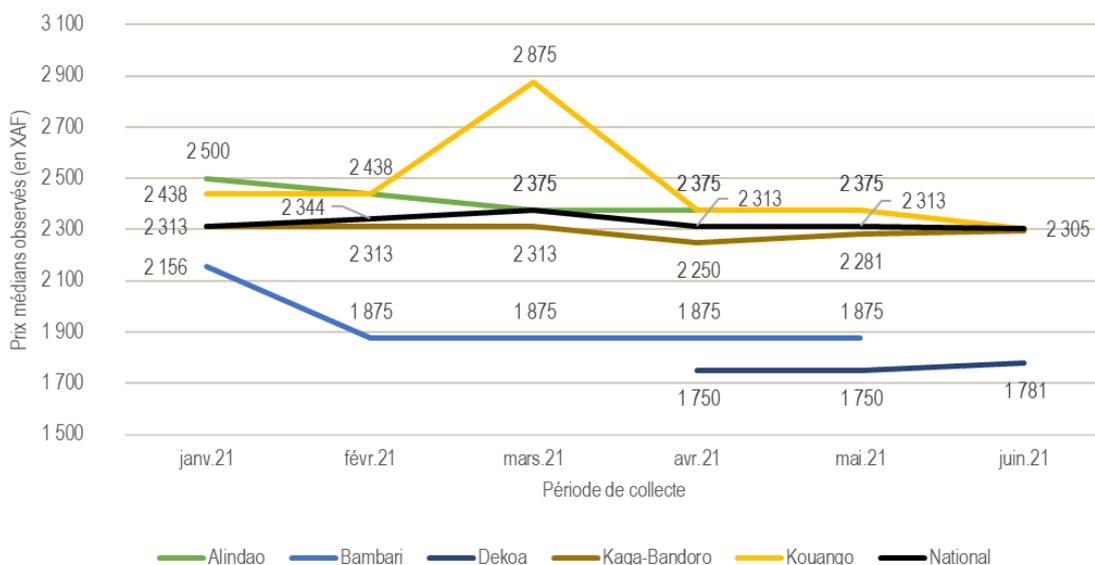
Le prix du panier non-alimentaire à **Alindao** a fortement varié sur la période, avec une hausse des prix entre janvier et mars de 7%, avant de redescendre de 13% entre mars et avril, pour finalement augmenter de 10% entre avril et mai. La localité d'**Alindao** a fortement été impactée avec une intensification des opérations militaires durant les trois premiers mois de l'année dans la Basse-Kotto, expliquant une augmentation soutenue des prix, puis entre avril et mai les prix ont été assez instable, en fonction de l'alternance entre les périodes d'accalmie et d'insécurité (voir section contexte). À savoir que le dernier mois de juin n'a pas pu être évalué, à cause d'incidents sécuritaires au cours du mois sur **Alindao**, selon les informations des enquêteurs dans la zone⁴¹.

Le marché de **Dékoa**, nouvelle localité suivie depuis avril 2021, a suivi les mêmes dynamiques de prix que pour **Bambari, Kaga-Bandoro et Kouango** : une hausse du prix du panier non-alimentaire entre avril et mai avant une légère baisse sur la fin du premier semestre 2021.

Pour les produits d'hygiène, les dynamiques et tendances se ressemblent sur cette période. En effet, les prix sur les marchés de la zone restent assez stables pour les différents mois de collecte, à l'exception de la forte hausse du panier des produits d'hygiène entre les mois de février et mars 2021 pour la localité de **Kouango**.

Cette subite augmentation des prix était due notamment aux problèmes d'approvisionnement des seaux en plastique depuis Bangui, qui a impliqué une hausse de 100% de son prix avant de revenir à son prix initial en avril 2021.

⁴¹ Radio Dekeluka. (Juin 2021). [RCA: l'armée nationale attaquée par les rebelles de l'UPC à Alindao](#).



Graphique 14. Graphique présentant l'évolution des prix des produits d'hygiène du PMAS pour les cinq marchés de la zone centre entre janvier et juin 2021.

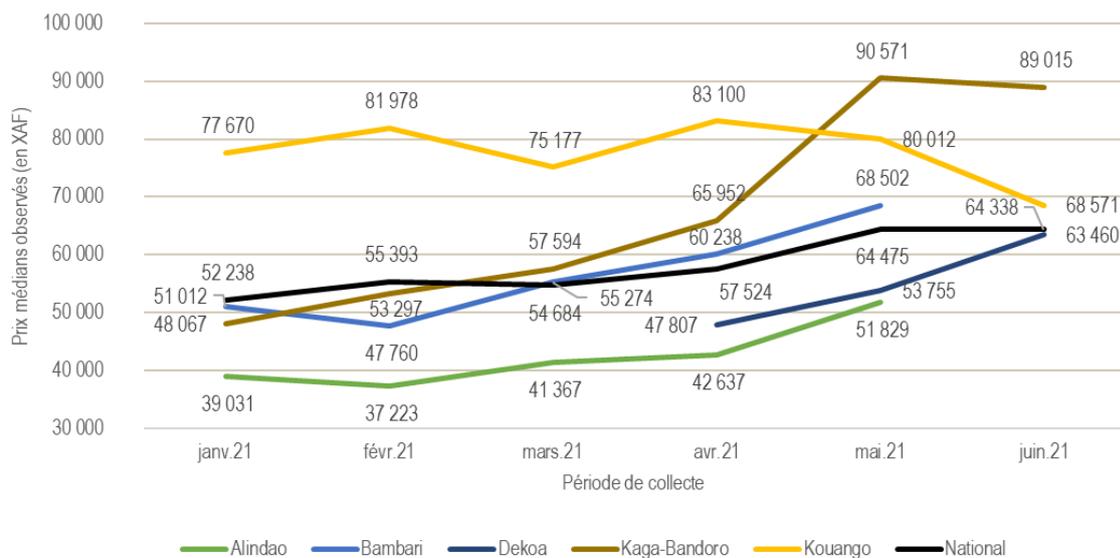
On peut noter toutefois pour cette zone que les variations sont plus importantes sur les prix des **produits alimentaires**. En effet, le graphique ci-dessous montre **une augmentation progressive des prix de l'ensemble des localités (hors mis la localité de Kouango)** de la zone pendant la période, avec des fluctuations similaires entre janvier et juin. Ces augmentations progressives sont liées à la saisonnalité (selon le calendrier agricole⁴², la période de semence est entre avril et juin) et les potentiels problèmes d'approvisionnement des denrées entre les villes dues à saison des pluies et à l'insécurité, selon les enquêteurs.

La localité de **Kaga-Bandoro** a observé une forte hausse des prix entre avril et mai 2021 (+37%), qui pourrait être en partie expliquée par la saisonnalité mais également par d'autres facteurs externes. Cette forte augmentation relativement au mois précédent serait liée, selon les enquêteurs, à l'augmentation du prix du panier alimentaire suite à l'arrivée massive de déplacés dans la ville (selon le mécanisme de réponse rapide RRM, 7 425 personnes se sont déplacées vers **Kaga-Bandoro** pour des raisons sécuritaires sur les mois d'avril et mai⁴³), associée à la période de semences. Les prix du maïs (+100%), du manioc (+60%), de l'arachide (+233%), du sel (+50%) et de l'huile végétale (+20%) ont été les plus impactés.

La localité de **Kouango**, voit de nouveau (par rapport au suivi des prix de 2020) une **stabilité relative** des prix médians du PMAS alimentaire sur les mois considérés. La baisse relative du prix du panier alimentaire constatée fin juin est à nuancer avec l'application des médianes nationales sur deux produits importants dans le panier, soit le maïs et le manioc, faute de disponibilité des produits sur le marché.

⁴² Selon la FAO, [rapport des calendriers agricoles par zones climatiques](#), juin 2014.

⁴³ Rapid Response Mechanism (2021) – [site internet](#).



Graphique 15. Graphique présentant l'évolution des prix des produits alimentaires du PMAS pour les cinq marchés de la zone centre entre janvier et juin 2021.

En considérant les marchés ayant été le plus suivis dans la période, soit **Kouango**, **Kaga-Bandoro**, **Alindao** et **Bambari**, les variations du prix médian du PMAS en janvier et juin (mai pour Alindao et Bambari) ont été très élastiques, et surtout à la hausse (sauf pour Kouango). À **Alindao** et **Bambari**, les variations des prix médians du PMAS, pour les mois qui ont été enquêtés, vont respectivement de -4% à +20% et de -7% à 13%, rendant compte d'une relative volatilité des prix sur ces marchés. Pour l'ensemble des localités (à l'exception de **Kouango**), les médianes des évolutions sont positives, expliquant donc une augmentation progressive pour **Alindao** (médiane des évolutions : 2%), pour **Bambari** (8%), pour **Kaga-Bandoro** (+9%) et pour **Dékoa** (+9%). Ces variations sont dues notamment à l'évolution des prix médians du PMAS alimentaire de ces localités, conséquence de l'indisponibilité et à la période de semence des produits. Seule la localité de **Kouango** a une médiane des évolutions négative, soit -2%, sur la période, mais il est nécessaire de considérer la nuance sur la disponibilité des prix ci-dessus pour la localité de **Kouango**.

Le tableau 2 présente un résumé des prix médians observés pour les six mois de collecte de données ainsi que des principales indisponibilités, par type de produits et par localité. Ces indications sont aussi renseignées pour le niveau national et pour la zone concernée. Les articles inscrits comme indisponibles sont des articles ayant été rapportés comme tel au moins deux fois de janvier à juin 2021.

	Prix médian du PMAS non-alimentaire	Articles indisponibles	Prix médian du PMAS alimentaire	Articles indisponibles	Prix médian du PMAS hygiène	Articles indisponibles	Prix médian des produits supplémentaires	Articles indisponibles
Alindao	4 667	Aucun	41 367	Mais	2 375	Aucun	13 000	Cuvette métallique
Bambari	4 083	Aucun	55 274	Aucun	1 875	Aucun	13 200	Aucun
Dekoa	4 000	Bâche	53 755	Viande	1 750	Aucun	11 813	Bois de chauffage
Kaga-Bandoro	4 594	Bâche, marmite	61 773	Aucun	2 305	Aucun	14 238	Aucun
Kouango	4 698	Aucun	78 841	Aucun	2 406	Aucun	15 088	Bois de chauffage, eau bidon - 20L
National	4 281		56 458		2 313		14 156	
Zone Centre	4 594		55 274		2 305		13 200	

Tableau 2. Présentation des prix médians et de l'indisponibilité des produits suivis dans le cadre de l'ICSM de janvier à juin 2021, par catégorie de produit et par zone géographique.

En terme de disponibilité des produits, il est intéressant de noter que sur la période observée, les marchés ont maintenu une relative stabilité de l'approvisionnement notamment en saison des pluies et pendant la période de semences. En effet, si on considère les articles du panier alimentaire, seul le maïs à **Alindao** (i.e. selon les enquêteurs, le maïs n'est pas consommé à **Alindao** pendant toute l'année) et la viande à **Dékoa** sont rapportés comme indisponible. Sur le panier non-alimentaire, la bâche revient le plus souvent comme indisponible, notamment pour les villes de **Dékoa** et **Kaga-Bandoro**.

On peut finalement constater que les prix médians des différents PMAS de la zone centre sont assez proches des prix médians du PMAS national, à l'exception du panier non-alimentaire, où les localités de **Kouango**, **Alindao** et **Kaga-Bandoro** ont des prix médians supérieurs aux prix médians nationaux.

Zone Est (Bria, Ndélé Birao, Bangassou, Obo, Zémio et Dimbi)

67 701 XAF

Prix médian du PMAS de janvier à juin 2021

Pour la zone est, ce sont les localités de **Bria, Ndélé, Birao, Bangassou, Obo, Zémio et Dimbi** qui ont été retenues dans l'analyse, car elles se situent dans la même aire géographique et ont présenté des niveaux de prix similaires sur les cinq mois de l'analyse. Cependant dans cette section, deux sous-zones seront analysées, soit la zone nord-est (**Bria, Ndélé et Birao**) et la zone sud-est (**Bangassou, Obo, Zémio et Dimbi**). Comparativement au rapport à 2020, deux localités ont été retirées de l'analyse, soit Alindao et Bambari, qui présentaient des tendances de prix similaires aux autres localités de la zone centre. Les localités de Bira, Ndélé et Birao ont été intégrés à l'analyse de la zone est.

Le **prix médian du PMAS de la zone est enregistré est de 67 701 XAF, soit à un niveau bien supérieur au prix médian national – 63 380 XAF** pour le 1^{er} semestre 2021. Cette tendance diverge des derniers rapports d'analyse de fin 2019 et fin 2020, s'expliquant avec le retrait de deux localités (Alindao et Bambari) et l'analyse des localités avec des prix médians hauts (Obo et Bria), mais aussi par les fortes difficultés d'approvisionnement de ces localités.

Comme en 2020, la ville de **Bria** enregistre le **prix médian du PMAS le plus élevé de la RCA pendant 5 mois sur les 6 mois de collecte de données** (seul la localité de Obo enregistre un prix médian du PMAS plus élevé que Bria au mois de mai). Fin mars 2021, le prix médian du PMAS de **Bria** atteint son plus haut pic de toute la période et de la RCA, soit 115 482 XAF, le 3^{ème} plus haut prix médian du PMAS depuis le début de l'ICSM.

Une nouvelle fois, la localité d'**Obo** est à nuancer dans l'analyse, même si la localité a été couverte sur les 6 mois de la période, avec notamment une très forte indisponibilité des produits alimentaires et non-alimentaires. En effet, on observe que l'enclavement d'**Obo** provoque un prix médian du PMAS alimentaire nettement supérieur aux autres localités de la zone (sauf pour **Bria**), comme cela avait été observé sur les deux premières années d'analyse. Enfin les localités d'**Obo** et **Bria** présentent les plus grands écarts avec la médiane nationale calculée mensuellement dans la zone – le coût médian total du PMAS étant respectivement 54% plus élevé que le prix médian du PMAS national pour le mois de mai (le plus grand écart de la zone sur ce mois), et 89% plus élevé en mars 2021.

Lors de cette analyse, les évolutions de prix pour les localités ont été collectées sur les 6 mois d'affilés sur 5 localités, soit **Birao, Bria, Obo, Zémio et Dimbi**. Les données sur localité de **Bangassou** n'ont pu être collectée que 4 mois sur les 6 mois de la collecte, et 3 mois d'affilées pour **Ndélé**.

Concernant les prix des produits non-alimentaires, les marchés suivis sur les six mois présentent des variations assez disparates, mais avec quelques marchés observant des fluctuations similaires, bien que les prix soient différents. L'étude sera décomposée entre les localités du sud-est (**Bangassou, Obo, Dimbi et Zémio**) et du nord-est (**Bria, Birao et Ndélé**).

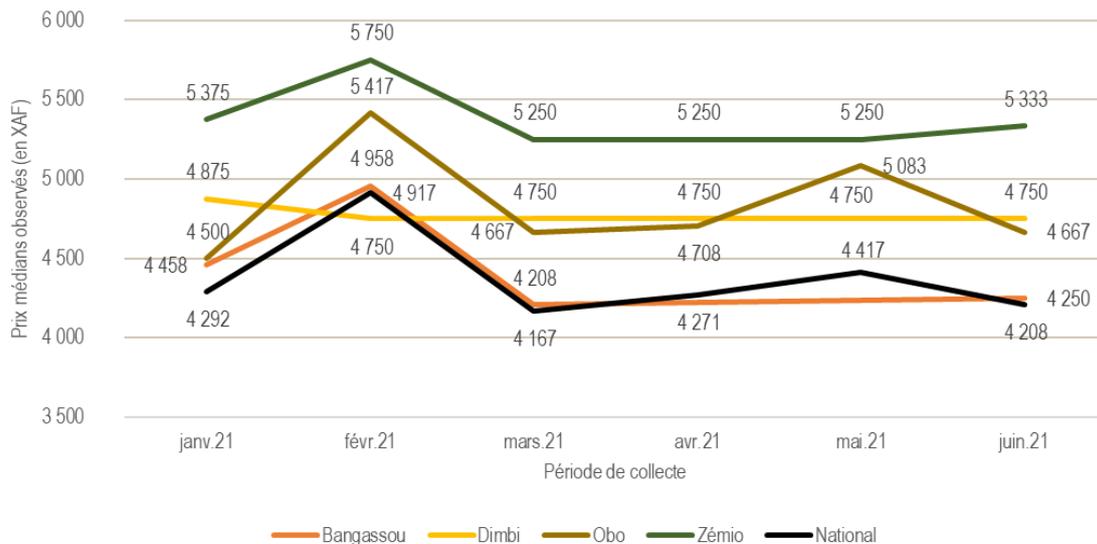
Comme pour les autres zones, le prix médian du panier non-alimentaire a été affecté par la fermeture de la MSR1 entre janvier et mars 2021 (voir section contexte), avec une forte hausse des prix médians en février 2021⁴⁴. Les variations des prix médians du PMAS pour les marchés de **Bangassou, Obo et Zémio** sont à nuancer avec la forte indisponibilité des produits non-alimentaires durant la période, et donc l'application de la médiane nationale pour les produits indisponibles. Par exemple à **Bangassou**, au mois de janvier et février 2021, sur les 6 articles composant le PMAS non-alimentaire, au moins 4 articles (5 en février) ont utilisé la médiane nationale par faute de disponibilité sur le marché de **Bangassou**. Cette forte indisponibilité est due, selon les enquêteurs, à l'insécurité

⁴⁴ REACH (2021). [Fiche informative de l'initiative conjointe de suivi des marchés, février 2021](#).

post-électorale et aux pillages de la ville. Ainsi la dynamique de prix dans la zone sud-est similaire à la dynamique au niveau national est à nuancer, car le prix du PMAS non-alimentaire ne serait pas représentatif des prix de la zone avec plusieurs produits de cette catégorie indisponibles, à cause d'une rupture des stocks sur les marchés. En effet, les fluctuations des prix du marché de **Zémio** pour les produits non-alimentaires sont relativement stables, hormis le pic de prix au mois de février 2021 (avec l'indisponibilité de la bâche sur les marchés) avant de revenir à un prix équivalent au mois de janvier 2021.

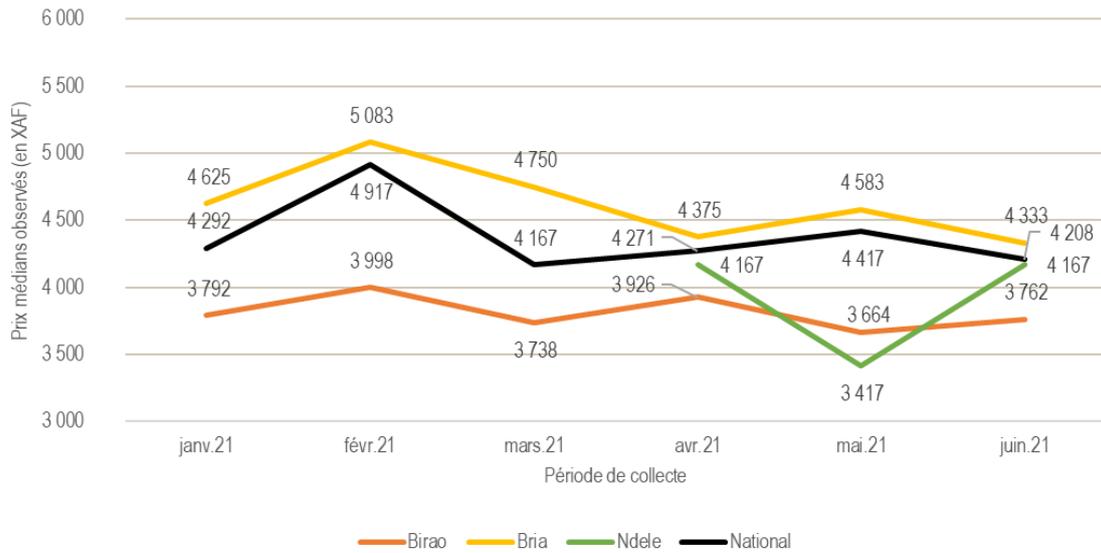
Le marché de **Zémio** présente les prix les plus élevés sur la période une nouvelle fois, avec une médiane des prix pour **Zémio** de 5 292 XAF.

Ainsi il est difficile d'évaluer les tendances des prix du panier non-alimentaire pour la zone du sud-est, vu les nombreux produits indisponibles dans ce panier.



Graphique 16. Graphique présentant l'évolution des prix des produits non-alimentaires du PMAS pour les quatre marchés suivis de la zone sud-est entre janvier et juin 2021.

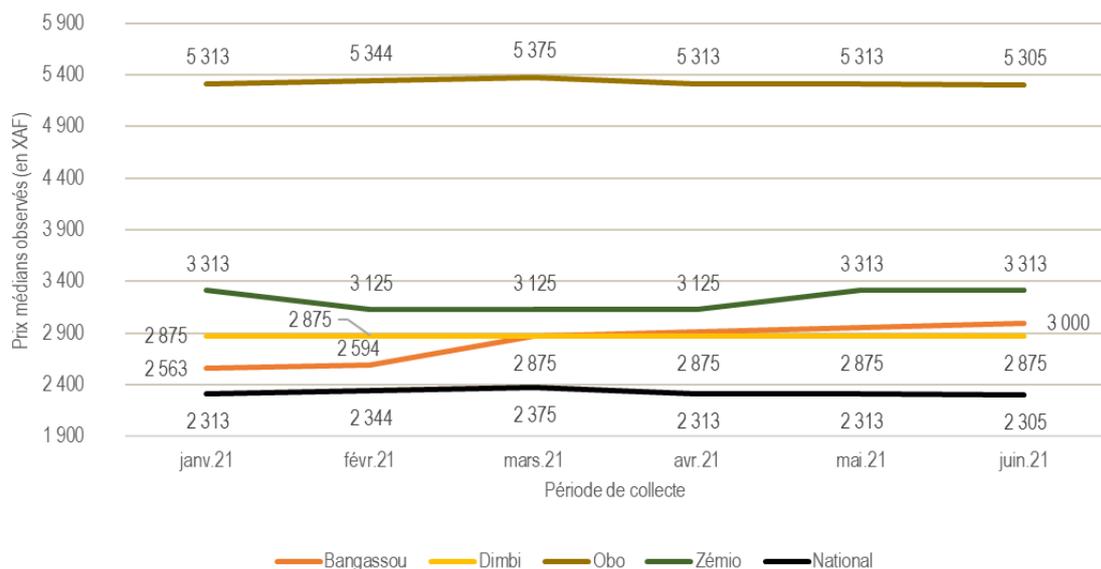
Concernant les variations du prix médian du PMAS non-alimentaire sur la zone du nord-est, les variations sont aussi à nuancer, les prix des produits individuellement étant relativement stables (l'approvisionnement de ces localités se font depuis le Soudan, du Cameroun ou du Tchad), les pics du prix du panier sont liés à la disponibilité des produits sur le marché (et donc à l'utilisation de la médiane nationale pour ces produits). Le marché de Birao observe quelques fluctuations, avec une hausse du prix du drap entre février et avril, compensé par une baisse du prix de la marmite de mars à mai. Le marché de Ndélé est à suivre sur une plus grande période pour pouvoir comprendre les tendances des prix, mais si on observe une baisse du panier du PMAS non-alimentaire en mai 2021, notamment avec la chute entre avril et mai des prix du drap (-14%), de la bâche (-25%) et de la moustiquaire (-50%), conséquences pour les deux derniers produits à des distributions d'ONG, selon les enquêteurs. Au mois de juin, les prix du panier du PMAS ont de nouveau augmenté notamment pour la bâche, la marmite, la natte et le drap, à cause aux difficultés d'approvisionnement pendant la saison des pluies selon les enquêteurs.



Graphique 17. Graphique présentant l'évolution des prix des produits non-alimentaires du PMAS pour les trois marchés suivis de la zone nord-est entre janvier et juin 2021.

Pour les prix des produits d'hygiène, les prix sur les marchés de **Zémio**, **Dimbi** et **Obo** sont restés stables pendant la période observée. Une nouvelle fois, le prix médian du panier des produits d'hygiène pour la localité de **Obo** est le plus haut de tout le pays, avec un prix du savon de 200 grammes à 500 XAF (le seau en plastique a été disponible seulement au mois de janvier 2021), les enquêteurs ayant rapporté des problèmes d'approvisionnement dus à l'enclavement d'Obo.

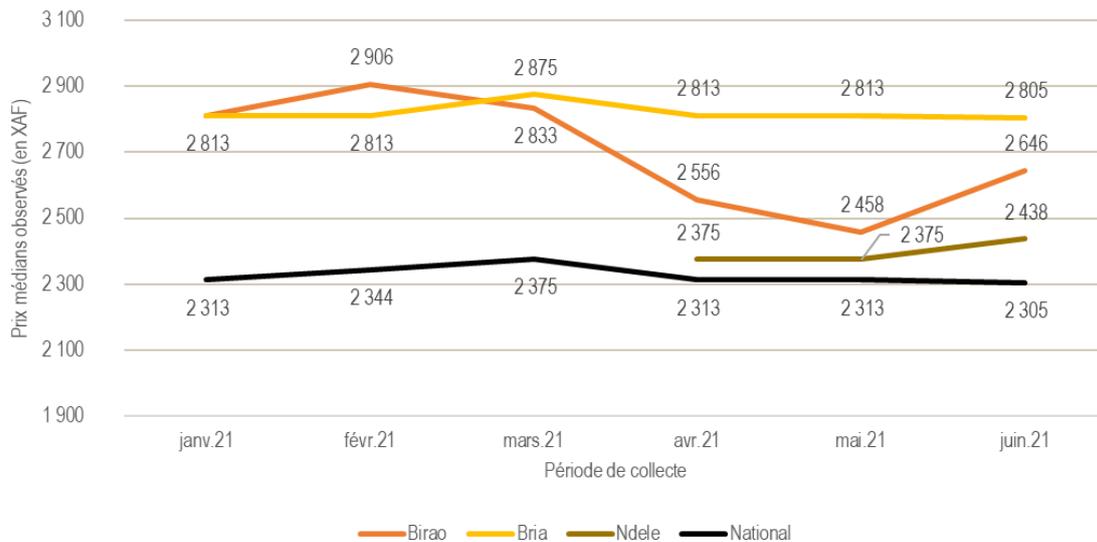
Pour **Bangassou**, une nuance doit être apportée à l'analyse sur la disponibilité des produits : de janvier à mai, seul le savon était disponible, et ainsi le prix médian du PMAS des produits d'hygiène représenté reste sensiblement proche du prix médian national.



Graphique 18. Graphique présentant l'évolution des prix des produits d'hygiène du PMAS pour les quatre marchés suivis de la zone sud-est entre janvier et juin 2021.

Le prix du panier des produits d'hygiène dans le nord-est a lui été très volatile, notamment pour la localité de **Birao**. En effet, le prix médian du seau a fortement varié à **Birao**, en fonction des approvisionnements venant du Soudan,

avec une forte disponibilité du produit entre avril et juin. Enfin les prix médians dans les localités de **Bria** et de **Ndélé** ont été eux stables sur la période pour les produits d'hygiène.

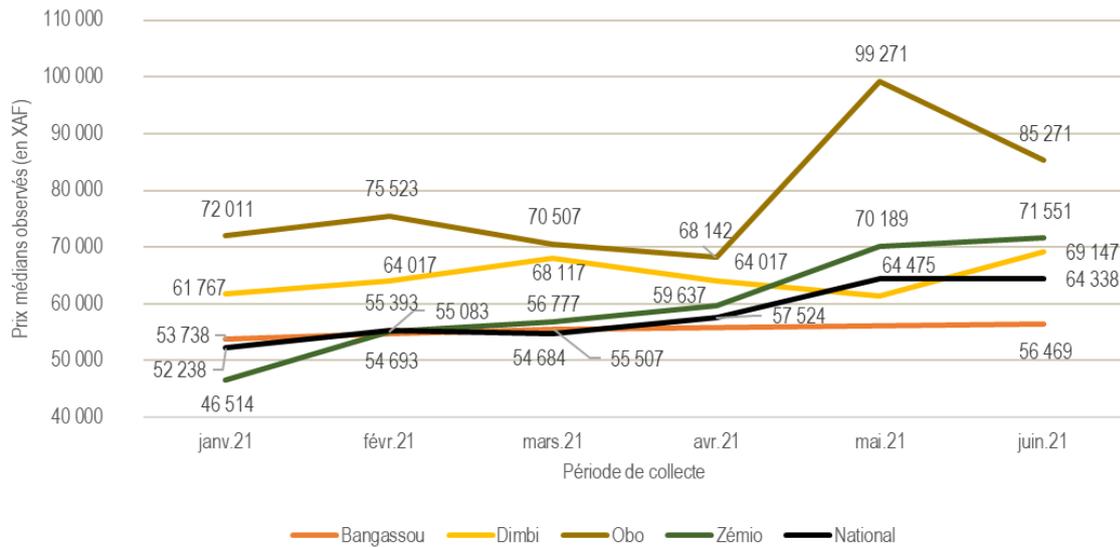


Graphique 19. Graphique présentant l'évolution des prix des produits d'hygiène du PMAS pour les trois marchés suivis de la zone nord-est entre janvier et juin 2021.

Concernant le prix médian du PMAS **alimentaire** de la zone sud-est, certaines villes ont des tendances similaires. Si l'on observe les prix médians du panier alimentaire du PMAS, on remarque que les localités de **Dimbi**, **Zémio** et **Bangassou** ont les mêmes tendances de prix (à la hausse légère), et sont très similaires en terme de niveau de prix sur les trois premiers mois de l'année. À **Dimbi** une commission de régulation des prix permet d'encadrer les fluctuations et la fixation des prix, expliquant une stabilité des prix sur l'année, selon les retours des enquêteurs. La ville de **Bangassou** a été largement pillée en janvier 2021⁴⁵ suite au conflit post-électoral, avec seulement 3 produits (sucre, manioc et arachide) sur les 9 du panier alimentaire disponibles en quantité suffisante fin janvier. Les fluctuations des prix à **Zémio** coïncident avec les évolutions des prix au niveau national, avec une hausse progressive puis une nette augmentation des prix entre fin avril et fin mai (arachide, riz, sucre et manioc) expliquée par la période de semences (arachide et manioc) et la difficulté d'accès à la ville de **Zémio** (riz et sucre). Les prix médians des PMAS alimentaires de **Bangassou** et **Zémio** sont pratiquement égaux sur deux mois consécutifs (février et mars 2021).

Les fluctuations des prix pour la ville de **Obo** sont très liées à la disponibilité des produits alimentaires sur le marché, car plusieurs produits n'ont pas été trouvés sur le marché pendant de nombreux mois comme la viande et l'arachide (indisponibles 4 mois sur 6), ou le maïs et le manioc (indisponibles 3 mois sur 6). Cette indisponibilité chronique de produits alimentaires a une forte influence sur le montant du PMAS total, il faut donc nuancer dans l'analyse le prix médian du PMAS alimentaire qui est probablement sous-estimé vu le nombre de médianes nationales qui ont été appliquées sur la période observée. Ainsi l'apparition d'un produit tel que le manioc ou le maïs sur le marché d'**Obo** peut avoir un fort impact sur le prix médian du PMAS alimentaire, donnant le prix « réel » du PMAS, par exemple sur le mois de mai le prix du manioc était à 500 XAF les 500 grammes contre 200 XAF au niveau national (la médiane nationale avait été appliqué pour le prix du manioc à Obo au mois d'avril, ainsi le PMAS alimentaire a augmenté de 50% entre avril et mai).

⁴⁵ REACH (2021). [Fiche informative de l'initiative conjointe de suivi des marchés, janvier 2021.](#)

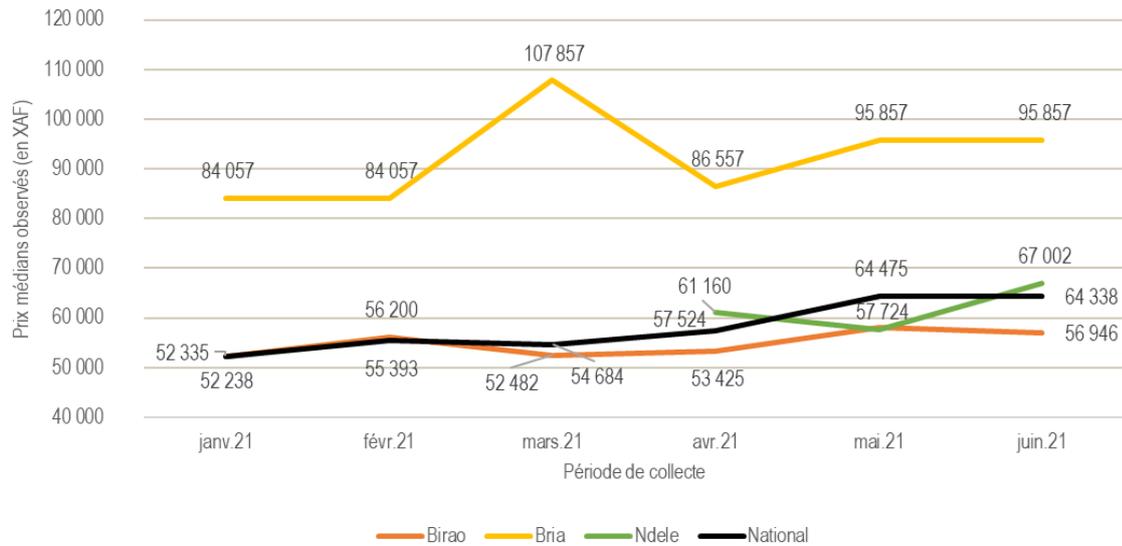


Graphique 20. Graphique présentant l'évolution des prix des produits alimentaires du PMAS pour les quatre marchés suivis de la zone sud-est entre janvier et juin 2021.

Dans la zone nord-est, des tendances de prix similaires à certaines tendances du sud-est sont observées sur le marché de **Birao**, qui suit une fluctuation relativement similaire au niveau national, à savoir une hausse progressive des prix du panier alimentaire sur la période. On remarque cependant une augmentation plus marquée des prix à partir d'avril, expliquée entre autre par l'augmentation du manioc (saison des semences), de l'huile et du riz (difficultés d'approvisionnement).

Pour le marché de **Bria**, on observe que le panier alimentaire reste pendant la période un des plus cher du pays. Les pics de prix à fin mars et fin mai sont respectivement expliqués par la hausse soudaine des prix en mars (arachide, haricot, manioc, sel, sucre) et fin mai (haricot, huile végétale, riz) à cause du contexte sécuritaire et la saisonnalité, selon le retour des commerçants.

Enfin pour les trois mois de collecte pour le marché de **Ndélé** on remarque une forte hausse des prix du panier alimentaire entre fin mai et fin juin, suite à la forte augmentation saisonnière des prix du haricot, du maïs et du manioc, produits qui sont plantés pendant cette période. Il sera intéressant de suivre l'évolution des prix sur la prochaine période de l'année à **Ndélé**, la préfecture de Bamiguin-Bandoran étant une nouvelle zone couverte par l'ICSM.



Graphique 21. Graphique présentant l'évolution des prix des produits alimentaires du PMAS pour les trois marchés suivis de la zone nord-est entre janvier et juin 2021.

En termes d'**évolution des prix**, si l'on considère les cinq marchés pour lesquels la totalité des six mois de collecte de données a été réalisée (à savoir **Dimbi, Obo, Birao, Bria et Zémio**), les variations médianes sur les six mois ont une tendance vers la hausse (sauf pour Obo), allant de 1% pour Bria et Birao, à 3% pour Dimbi, et jusqu'à 4% pour Zémio. Cependant, si l'on observe les variations de prix mois par mois, les cinq marchés mentionnés présentent des variations considérables d'un mois à l'autre, démontrant selon les enquêteurs une forte dépendance aux difficultés d'approvisionnement transfrontalier, à l'état des routes pendant la saison des pluies, mais aussi aux conditions sécuritaires sur les axes et aux taxes imposées de manière arbitraire par les groupes armés sur les axes routiers. Les écarts de prix peuvent être importants, comme pour Birao et Bria, avec des écarts de variations de prix allant respectivement de -20% à 7% et à -19% à 26%. La zone est représentée, pour cette période, la zone avec la plus forte volatilité des prix entre chaque mois.

Le tableau 3 présente un résumé des prix médians observés de janvier à juin 2021 ainsi que des principales indisponibilités, par type de produits et par localité. Ces indications sont aussi renseignées pour le niveau national et pour la zone concernée. Les articles inscrits comme indisponibles sont des articles ayant été rapportés comme tel au moins deux fois de janvier à juin 2021.

	Prix médian du PMAS non-alimentaire	Articles indisponibles	Prix médian du PMAS alimentaire	Articles indisponibles	Prix médian du PMAS hygiène	Articles indisponibles	Prix médian des produits supplémentaires	Articles indisponibles
Bangassou	4 354	Bâche, bidon, drap, marmite, moustiquaire	55 100	Haricot, maïs, viande	2 734	Seau plastique	13 150	Cuvette métallique, eau bidon - 20L, théière / bouta
Dimbi	4 750	Aucun	64 017	Aucun	2 875	Aucun	18 075	Aucun
Obo	4 688	Bâche, bidon, marmite, moustiquaire, natte	73 767	Arachide, haricot, maïs, manioc, riz, viande	5 313	Seau plastique	19 600	Bois de chauffage, cuvette métallique, eau bidon - 20L, théière / bouta
Zémio	5 292	Aucun	58 207	Haricot, maïs, viande	3 219	Aucun	24 850	Aucun
Birao	3 777	Marmite	54 813	Maïs	2 729	Aucun	15 825	Bois de chauffage, cuvette métallique, eau bidon - 20L
Bria	4 604	Bâche, marmite	91 207	Aucun	2 813	Aucun	14 200	Cuvette métallique
Ndele	4 167	Aucun	61 160	Aucun	2 375	Aucun	14 763	Aucun
Zone sud-est	4 719		61 112		3 047		18 838	
Zone nord-est	4 167		61 160		2 729		14 763	
National	4 281		56 458		2 313		14 156	
Zone Est	4 604		61 160		2 813		15 825	

Tableau 3. Présentation des prix médians et de l'indisponibilité des produits suivis dans le cadre de l'ICSM, de janvier à juin 2021, par catégorie de produit et par zone géographique.

Pour la zone sud-est, on observe que l'indisponibilité des produits concerne à la fois les articles alimentaires et non-alimentaires, confirmant le constat des deux premières années d'analyse sur l'enclavement de cette zone géographique⁴⁶ et sur les difficultés d'approvisionnement depuis l'extérieur qui est ralenti, voire à l'arrêt en période de saison des pluies⁴⁷. De plus, la disponibilité pour les produits alimentaires est directement liée au calendrier agricole et aux moyens de subsistance de la zone étudiée⁴⁸.

La différence entre les zones nord et sud-est se révèle principalement dans le prix des biens non-alimentaires et produits supplémentaires, confirmant la dernière observation quant à l'enclavement du sud-est. Une nuance est à apporter dans la zone du nord-est, avec la localité de Bria qui présente, du fait de son enclavement, des prix médians des biens du panier non-alimentaire similaire avec la zone sud-est.

Pour conclure sur la zone est, il est pertinent de montrer que l'ensemble des prix médians des paniers du PMAS et des produits supplémentaires sont supérieurs aux prix médians du niveau national, confirmant l'enclavement et l'approvisionnement difficile de la zone étudiée.

⁴⁶ REACH. (2019). [Analyse Intermédiaire de l'Initiative Conjointe de Suivi des Marchés](#), juin à novembre 2019. // REACH. (2020). [Analyse Intermédiaire de l'Initiative Conjointe de Suivi des Marchés](#), janvier à juin 2020. // REACH. (2020). [Analyse Intermédiaire de l'Initiative Conjointe de Suivi des Marchés](#), juillet à novembre 2020.

⁴⁷ Reliefweb, République centrafricaine. (2019). « [Key Message Update - Les préfectures à l'est et le sud-est continuent d'être exposées à la Crise ! \(Phase 3 de l'IPC\) juillet 2019](#) ».

⁴⁸ Selon le [rapport des calendriers agricoles par zones climatiques](#), FAO, juin 2014.

Bangui (sur les marchés Combattants et de Pétévo)

72 239 XAF

Prix médian du PMAS de
janvier à juin 2021

Pour la ville de **Bangui**, le prix médian du PMAS, pour l'ensemble des mois de la période enquêtée, est de **72 239 XAF**. Il est aussi basé sur des prix incluant les données de deux marchés différents⁴⁹, entre lesquels les prix de certaines denrées peuvent varier, selon le retour des enquêteurs. À noter que ce prix est inférieur à celui calculé en 2020⁵⁰, et dépasse de 16%

le prix médian national du PMAS calculé sur les six mois. La différence la plus importante avec la médiane nationale a été enregistrée en juin (27%⁵¹), ce qui s'explique d'une part par la stabilisation des prix médians du PMAS sur l'ensemble des marchés suivis, et par une augmentation du prix médian du PMAS de Bangui (13%), notamment des produits alimentaires (arachide, haricot et maïs).

La première partie de l'année a été marquée par le blocage de la MSR1 impliquant une forte inflation des prix à Bangui (voir section contexte), et l'approvisionnement des produits non-alimentaires a été très limité suite à la situation volatile sur les axes routiers. Ainsi le prix du panier non-alimentaire a augmenté de 48% entre novembre 2020 et janvier 2021, avec une hausse du prix de la moustiquaire (+151%), du bidon (+50%), du drap (+90%) et du seau (+58%). Pour les biens alimentaires, bien que le prix du panier alimentaire avait diminué de 13% (avec la baisse du prix du manioc de 50%), les prix des denrées alimentaires suivantes avaient fortement augmenté : riz (+49%), huile végétale (+29%), sucre (+20%), haricot (+7%).

En termes d'**évolution des prix**, le prix médian du PMAS à Bangui a fluctué au fil des mois mais avec une tendance à la hausse, la médiane des variations s'étant fixée à +8% sur la période. Cette variation positive est constatée dès mars (+3%) puis de manière soutenue en mai et juin (+13% pour chaque mois). La dynamique croissante des prix est notamment à la hausse des prix médians des articles du PMAS alimentaire (voir ci-dessus) mais aussi des produits du PMAS non-alimentaire lorsque ces derniers étaient disponibles sur le marché (pour le bidon et le drap).

Le tableau 4 présente un résumé des prix médians observés de janvier à juin 2021 ainsi que des principales indisponibilités, par type de produits pour Bangui. Ces indications sont aussi renseignées pour le niveau national. Les articles inscrits comme indisponibles sont des articles ayant été rapportés comme tel au moins deux fois de janvier à juin 2021.

	Prix médian du PMAS non-alimentaire	Articles indisponibles	Prix médian du PMAS alimentaire	Articles indisponibles	Prix médian du PMAS hygiène	Articles indisponibles	Prix médian des produits supplémentaires	Articles indisponibles
Bangui	4 331	Moustiquaire	65 718	Aucun	2 070	Aucun	11 919	Aucun
National	4 281		56 458		2 313		14 156	

Tableau 4. Présentation des prix médians et de l'indisponibilité des produits suivis dans le cadre de l'ICSM, de juillet à novembre 2020, par catégorie de produit et par zone géographique.

⁴⁹ Ce sont les marchés des Combattants dans le huitième arrondissement, ainsi que le marché de Pétévo dans le sixième arrondissement. À noter que les marchés des Combattants et celui de Pétévo ont été suivis chaque mois pendant la période.

⁵⁰ Un changement de méthodologie a été réalisé au cours du premier semestre 2021, avec notamment un accompagnement des partenaires pour améliorer la qualité des données collectées. Le fait de collecter des prix de deux marchés de manière régulière a permis de neutraliser les possibles biais dans la collecte de prix

⁵¹ Les 27% représentent la différence du coût médian du PMAS de Bangui (90 157 XAF) en juin par rapport au coût médian national (70 851 XAF) du PMAS sur la même période.

QUEL EST L'IMPACT DE FACTEURS EXTERNES SUR LES MARCHÉS DE LA RCA ?

La troisième partie du rapport s'attache à étudier l'impact des facteurs externes (tendances des indicateurs renseignant sur l'impact de la COVID-19, influence du calendrier agricole) sur les marchés de RCA. Ainsi, à la suite des rapports des tendances de 2020, il est intéressant de noter que plusieurs facteurs externes peuvent avoir des impacts sur les marchés en RCA.

Impact des chocs externes sur les marchés

Afin de mieux appréhender l'impact des chocs externes sur les marchés en RCA, et de saisir des aspects allant au-delà de l'analyse quantitative de variation des prix, des questions étaient posées aux commerçants pour qu'ils renseignent leur perception de la situation. Ce complément d'enquête a été mis en place depuis la mi-avril 2020, afin de suivre l'impact de la COVID-19 sur les marchés.

Ainsi, le suivi mensuel a permis d'apprécier la perception des commerçants concernant l'évolution du contexte, et les contraintes ayant pesé sur l'approvisionnement. De plus, elle présente les routes d'approvisionnement pour certains marchés enquêtés, mais aussi la corrélation des périodes de soudure / récolte avec la disponibilité des produits sur les marchés.

De ce fait, **quatre indicateurs de perception** étaient renseignés chaque mois (jusqu'à fin mars 2021, à partir du deuxième trimestre 2021 ces indicateurs vont être collectés de manière trimestrielle), après avoir interrogé les commerçants concernant la réduction du nombre de leurs clients, l'augmentation des prix du transport des marchandises et la fermeture des commerces de leurs collègues dans la localité.

Concernant le pourcentage de commerçants ayant rapporté une **réduction du nombre de leurs clients** dans les deux semaines précédant l'enquête, la médiane des pourcentages d'évolution de janvier à mars et juin 2021 est de **54%**⁵², avec un maximum enregistré en janvier (70%) et juin (59%).

En janvier, les commerçants ont déclaré que les raisons principales de cette diminution du nombre de clients étaient liées surtout à l'insécurité, mais aussi aux manques de moyens financiers pour l'achat des produits sur le marché. On observe cependant que la part de commerçants ayant déclaré une réduction du nombre de leurs clients en deux semaines diminue sur les mois de février et mars, coïncidant avec la fin de la saison sèche dans l'ouest et le centre du pays (où une forte proportion des marchés évalués sur cette étude se trouvent). Fin juin, on observe une augmentation de la part de commerçants ayant déclaré une réduction du nombre de leurs clients en deux semaines, coïncidant avec le calendrier agricole et donc l'augmentation du travail champêtre pour les ménages agricoles.

Par rapport à la période précédente (sur le deuxième semestre 2020⁵³), on observe que **la part de commerçants ayant rapporté une réduction du nombre de leurs clients a diminué**, la médiane des pourcentages d'évolution passant de 62% entre juillet et novembre 2020, à 58% pour janvier, février, mars et juin 2021. Dans la même dynamique, tel que rapporté dans les rapports des tendances de 2020, il est intéressant de noter que parmi les premières raisons évoquées apparaissaient d'abord les restrictions de mouvements liées à la COVID-19, ainsi que la peur et l'incertitude induites par le contexte, qui ont progressivement laissé place à l'insécurité, au manque de moyens financiers pour acheter des produits et au travail dans les champs. En juin, les principales raisons évoquées par les commerçants afin **d'expliquer la baisse du nombre de leurs clients** étaient majoritairement

⁵² Les pourcentages présentés dans cette section concernent uniquement les marchés enquêtés consécutivement en janvier, février, mars et juin, et que les questions rapportant aux indicateurs ont été renseignées, à savoir Bangassou, Bangui, Birao, Bocaranga, Bria, Kaga-Bandoro, Kouango, Obo. Les villes de Bouar, Dimbi et Zémio ont été analysés sur les six mois, mais les sections complémentaires pour le mois de juin (Bouar et Zémio) et pour toute la période (Dimbi) n'ont pas été complétées.

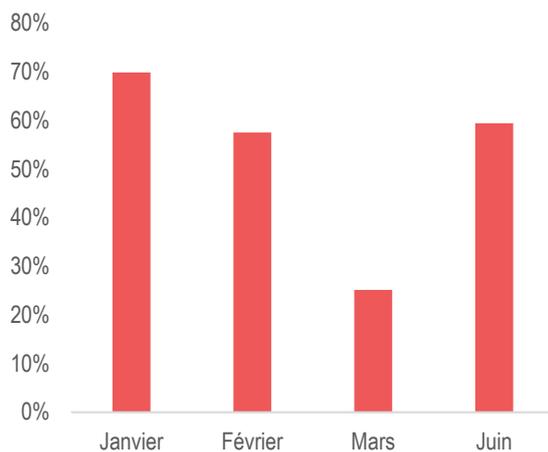
⁵³ Le questionnaire concernant le suivi de la perception des commerçants de la COVID-19 a été mis en place à partir de mi-avril 2020, et réalisé toutes les deux semaines.

liées **au manque de moyens financiers pour acheter les produits**, et seuls les commerçants de Bocaranga et Kouango, sur tous les marchés communs, ont mentionné comme raison la restriction de mouvements liée à la COVID-19.

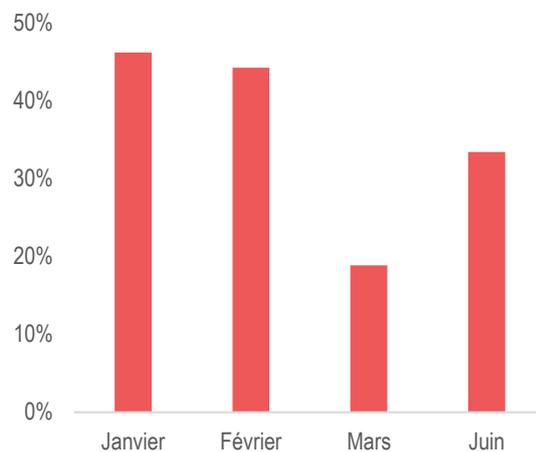
Ainsi on peut supposer que la demande sur les marchés varie cycliquement, en fonction de la saisonnalité et le travail champêtre, avec une influence de facteurs externe sur les marchés (tel que les mesures liées à la COVID-19 ou l'insécurité).

Pour le nombre de commerçants rapportant la **fermeture du commerce de leurs collègues dans la localité** au cours des deux semaines précédant l'enquête, on relève une forte variabilité entre les mois, **rendant difficile de dégager une tendance**. En janvier et février, on observe que la part des commerçants rapportant la fermeture des commerces de leurs collègues dans la localité est la plus haute, soit **respectivement 46% et 44%**. La principale raison évoquée par les commerçants a été l'insécurité. On peut émettre une supposition que cette tendance à la fermeture des commerces était lié aux difficultés des commerçants de circuler sur les axes et donc de l'approvisionnement.

Ces deux indicateurs laissent transparaître un potentiel impact socio-économique fort suite au conflit, que l'on s'attachera à évaluer de manière plus qualitative dans les mois à venir.



Graphique 22 : % de commerçants rapportant **une réduction du nombre de leurs clients** au cours des 2 dernières semaines précédant la collecte de données



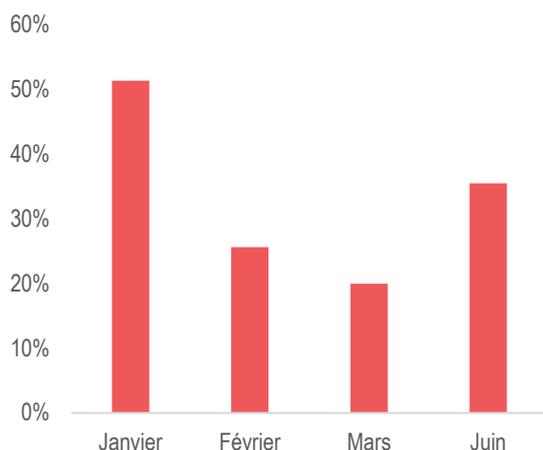
Graphique 23 : % de commerçants **rapportant la fermeture de commerces de leurs collègues** dans la localité au cours des 2 dernières semaines précédant la collecte de données

Pour le **prix du transport des marchandises**, la médiane des pourcentages d'évolution pour le **transport entre l'entrepôt et le marché** est supérieur⁵⁴ au deuxième semestre 2020 : **35% des commerçants** enquêtés ont rapporté une augmentation pour le **transport allant de l'entrepôt au marché, contre 29% au deuxième semestre 2020**. Sur la période précédente, on observe que progressivement, les raisons évoquées par les commerçants tendent plus vers le **mauvais état des routes et l'augmentation du prix du carburant** pour expliquer la hausse des prix entre l'entrepôt et le marché. Sur la période actuelle, les commerçants déclarent comme raisons évoquées **l'insécurité, l'augmentation du prix du carburant et les limitations de mouvement sur les axes de transport et aux frontières** pour expliquer cette hausse des prix.

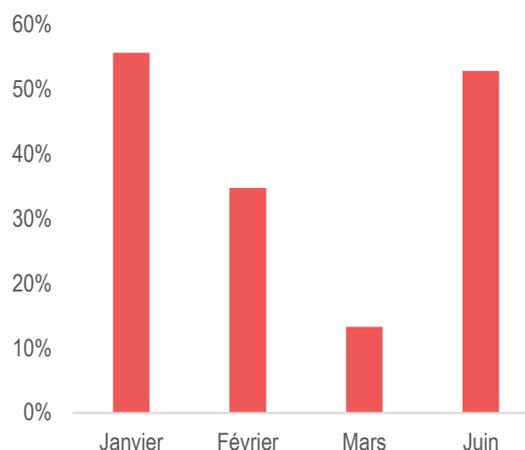
Pour le prix du transport des marchandises **entre le fournisseur et l'entrepôt**, on constate une nette hausse de la médiane des pourcentages d'évolution par rapport au deuxième semestre 2020, qui s'établit à **36%** des commerçants enquêtés rapportant une augmentation du prix du transport allant du fournisseur à l'entrepôt. Les

⁵⁴ Les pourcentages présentés dans cette section concernent uniquement les marchés enquêtés consécutivement en janvier, février, mars et juin, et que les questions rapportant aux indicateurs ont été renseignées, à savoir Bangassou, Bangui, Birao, Bocaranga, Bria, Kaga-Bandoro, Kouango, Obo. Les villes de Bouar, Dimbi et Zémio ont été analysés sur les six mois, mais les sections complémentaires pour le mois de juin (Bouar et Zémio) et pour toute la période (Dimbi) n'ont pas été complétées.

principales raisons sont **l'insécurité, l'augmentation du prix du carburant, les routes impraticables et les limitations de mouvement sur les axes de transport et aux frontières.**



Graphique 24 : % de commerçants rapportant une **augmentation du prix du transport des marchandises** pour le transport entre l'entrepôt et le marché



Graphique 25 : % de commerçants rapportant une **augmentation du prix du transport des marchandises** pour le transport allant du fournisseur, à l'entrepôt

À savoir que sur la période de juillet et août de l'année 2020, la saison des pluies a fortement dégradé l'état des routes et a eu un impact sur l'approvisionnement, selon les commerçants enquêtés. Ainsi il sera intéressant de voir l'évolution de ces indicateurs sur la prochaine période.

On observe que sur les quatre indicateurs, l'insécurité est citée de manière forte et régulière, démontrant une forte corrélation du contexte sécuritaire sur la capacité relative de résilience des marchés et de leur approvisionnement. Il sera intéressant sur la prochaine période d'observer les capacités d'absorption d'autres chocs par les marchés, notamment avec la forte probabilité de la continuité du conflit et des difficultés d'accès liés à la saison des pluies.

Approvisionnement : origines et contraintes

Afin de comprendre les origines et les contraintes de l'approvisionnement, lors des enquêtes réalisées, les commerçants devaient établir s'ils avaient constaté ou non un **retard dans l'acheminement** de chacun des produits enquêtés. Pour les produits du PMAS et du panier de produits supplémentaires, les trois premières raisons du retard d'acheminement des produits pendant la période des six mois, étaient liées à 1) **l'insécurité sur les routes ou autour du marché** (en particulier entre janvier et avril) 2) **l'état des routes**, puis 3) **aux intempéries pendant la saison des pluies**.

Concernant l'origine des produits et les routes d'approvisionnement, pour les **produits non-alimentaires**, les articles proviennent principalement du Cameroun, du Soudan, du Tchad et de Bangui. Ils transitent la plupart du temps par la capitale, comme constaté lors du premier rapport en 2019 et lors des rapports en 2020. En ajoutant à l'analyse les localités de Ndélé, Batangafo et Birao, on constate leur forte dépendance à l'approvisionnement transfrontalier.

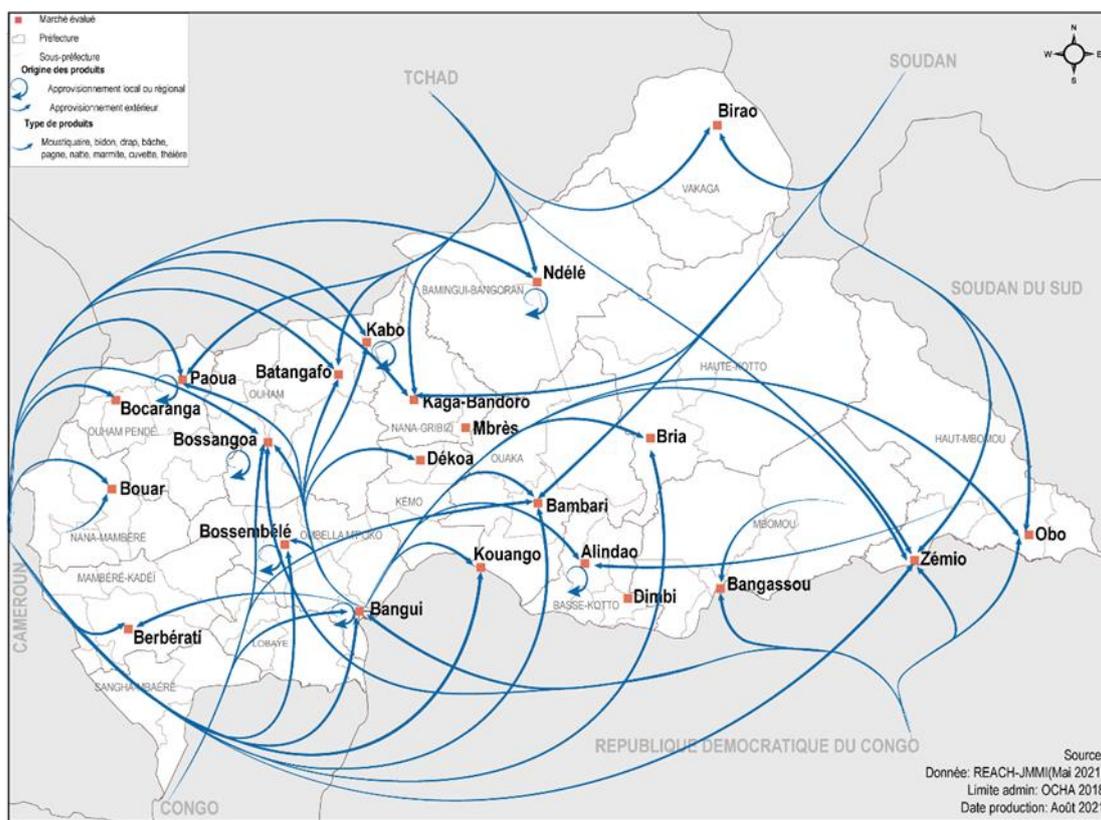
L'origine de l'approvisionnement dépend d'une part du **type de produit** (les biens non-alimentaires étant principalement importés) et **des conditions climatiques** : par exemple, pendant la saison des pluies, un approvisionnement plus local des produits alimentaires serait privilégié, à cause des difficultés pour circuler entre les villes⁵⁵.

Selon le moment de l'année (saison des pluies ou sèche), **certaines axes d'approvisionnement transfrontaliers seraient préférés en fonction de la praticabilité de la route et des prix du transporteur**. On observe également,

⁵⁵ Selon le rapport de [l'Analyse qualitative des marchés, pour les marchés de Bouar, Berbérati, Bangui, Alindao et Bangassou](#), REACH, novembre 2020.

de manière indicative, que l’approvisionnement depuis le Tchad à destination des villes du sud du pays a pu être perturbé suite aux tensions autour de la frontière tchado-centrafricaine. En effet, en observant les flux des produits non-alimentaires sur les villes de Kouango et Bambari, entre les mois de septembre 2020 et mai 2021, les commerçants ne mentionnaient plus le Tchad comme source d’approvisionnement.

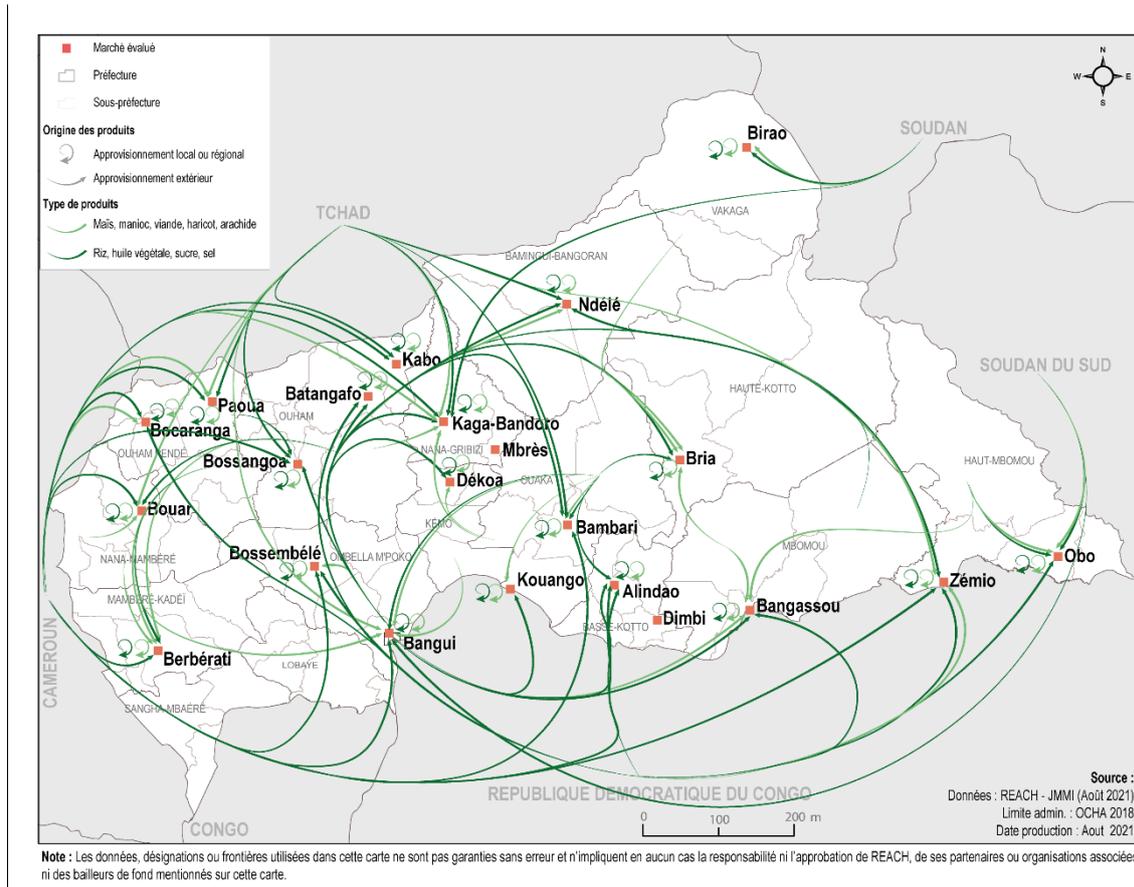
La carte présentée ci-dessous représente une « photographie » des principales routes d’approvisionnement, basée sur les réponses des commerçants pour les localités enquêtées fin mai (et fin juin pour les localités de Bangassou, Batangafo, Bossangoa, Bouar, Kabo). En comparaison avec 2019 et 2020, on note davantage de connexions nationales entre les marchés, en sachant que la couverture géographique s’est développée entre les périodes d’étude. La dépendance aux importations en provenance des pays voisins demeure structurelle, comme constaté lors des trois premiers rapports. Bangui conserve également un rôle toujours prééminent en tant qu’étape de transit des marchandises avant que ces dernières soient acheminées dans les autres centres urbains. Bangui fournit ainsi des marchandises à presque toutes les grandes villes du pays, selon les informateurs clés / fournisseurs enquêtés lors de l’analyse qualitative des marchés, réalisée par REACH en 2020⁵⁶.



Note: les données, désignations ou frontières utilisées dans cette carte ne sont pas garanties sans erreurs et n'implique en aucun cas la responsabilité ni l'approbation de REACH, de ses partenaires ou organisations associées, ni des bailleurs de fond mentionnés sur cette carte

Carte 3. Principales routes d’approvisionnement des commerçants en produits non-alimentaires, dont les articles ménagers essentiels, pour les marchés évalués lors de la collecte de données des mois de mai 2021 et juin 2021 (pour les localités de Bangassou, Batangafo, Bossangoa, Bouar, Kabo). Source : données de l’ICSM, mai et juin 2021, question sur l’origine des produits.

⁵⁶ Selon le rapport de [l’Analyse qualitative des marchés, pour les marchés de Bouar, Berbérati, Bangui, Alindao et Bangassou](#), REACH, novembre 2020.

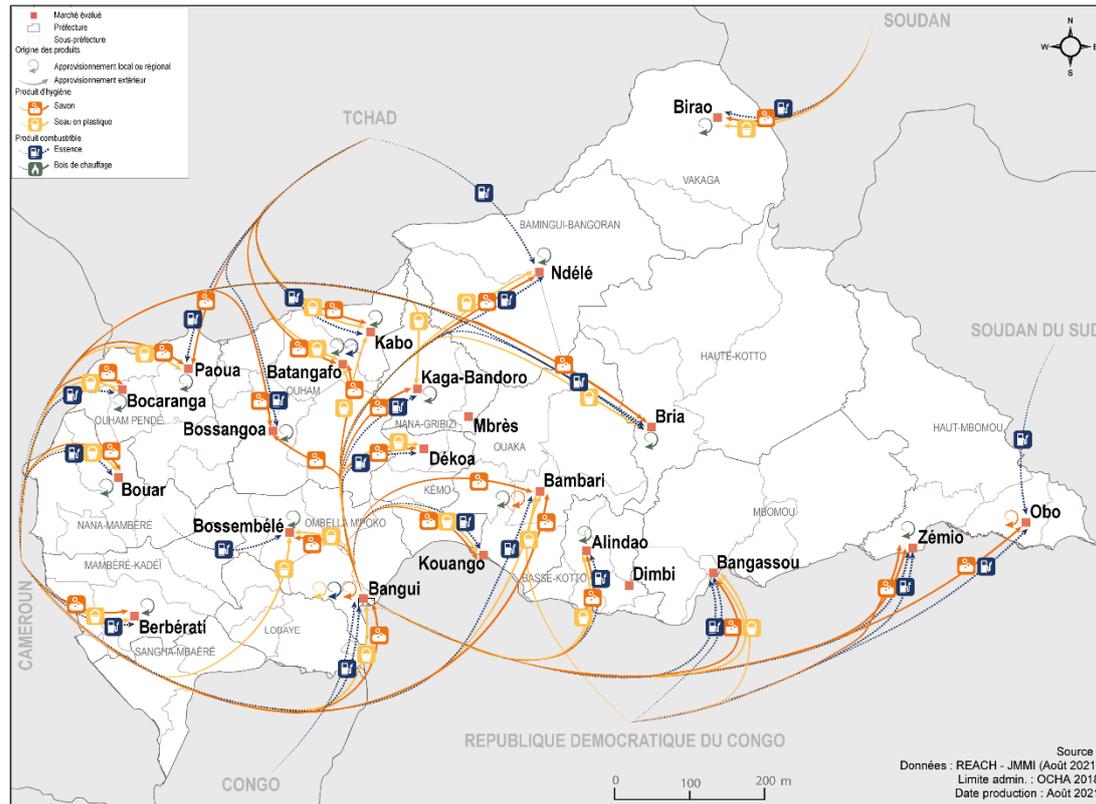


Carte 4. Principales routes d'approvisionnement des commerçants en biens alimentaires, pour les marchés évalués lors de la collecte de données des mois de mai et juin 2021 (pour les localités de Bangassou, Batangafo, Bossangoa, Bouar, Kaba). Source : données de l'ICSM, mai et juin 2021, question sur l'origine des produits.

Concernant les **produits alimentaires**, et comme en 2019 et 2020, le riz, le sucre, le sel et l'huile végétale proviennent essentiellement de l'étranger, avec toutefois quelques productions locales ou issues de la même préfecture. On observe cependant une augmentation de l'approvisionnement local coïncidant avec la saison des pluies, l'insécurité et les difficultés d'approvisionnement lointain, comme l'ont rapporté les commerçants enquêtés de l'analyse qualitative des marchés de REACH⁵⁷.

Peu de changement par rapport à 2020 sont constatés pour le savon, le seau en plastique et l'essence, qui proviennent du Cameroun, de la RDC et du Tchad, et qui peuvent transiter par Bangui avant d'être redistribués en province (notamment au centre et dans le sud-est du pays). Le maïs, le manioc, les haricots, les arachides et la viande sont essentiellement issus de productions locales, mais peuvent aussi être importés depuis le Cameroun, la RDC ou le Tchad, selon les résultats des enquêtes.

⁵⁷ Selon le rapport de [l'Analyse qualitative des marchés, pour les marchés de Bouar, Berbérati, Bangui, Alindao et Bangassou](#), REACH, novembre 2020.



Note : Les données, désignations ou frontières utilisées dans cette carte ne sont pas garanties sans erreur et n'impliquent en aucun cas la responsabilité ni l'approbation de REACH, de ses partenaires ou organisations associées, ni des bailleurs de fond mentionnés sur cette carte.

Carte 5. Principales routes d'approvisionnement des commerçants en combustibles et produits d'hygiène, pour les marchés évalués lors de la collecte de données des mois de mai et juin 2021 (pour les localités de Bangassou, Batangafo, Bossangoa, Bouar, Kago). Source : données de l'ICSM, mai et juin 2021, question sur l'origine des produits.

Pour les produits d'hygiène et l'essence, la majorité de l'approvisionnement des localités enquêtées provient du Cameroun, du Tchad et du Soudan (pour Birao notamment) sur les mois de mai et juin 2021. La ville de Bangui a un rôle de transit très important dans la distribution des produits d'hygiène et de l'essence dans le centre de la RCA, Bangui s'approvisionnant principalement au Cameroun et en République du Congo. Le **bois de chauffage** est un produit non-alimentaire provenant de la production locale.

CONCLUSION ET PERSPECTIVES

Ce rapport d'analyse des tendances semestrielles vient compléter les précédents rapports publiés en 2019 et 2020. La couverture géographique a été développée avec davantage de marchés enquêtés (notamment dans le nord-est à Birao et Ndélé), permettant de diminuer les biais d'analyse sans pour autant les supprimer définitivement. Ces variations de la couverture géographique influence significativement les résultats, et que bien qu'elle ait été similaire d'un mois sur l'autre durant les six derniers mois, elle n'a jamais été totalement identique.

Avec à l'esprit ces limitations, plusieurs éléments se dégagent à propos des six derniers mois de suivi des marchés. Tout d'abord, on constate que le **prix médian du PMAS au niveau national augmente progressivement**, notamment pour le PMAS alimentaire dont le prix médian enregistre la hausse la plus forte (+23%), coïncidant avec le début de la saison des pluies, la période de soudure et l'intensification des affrontements armés à l'intérieur du pays. **La forte volatilité des prix est liée aux évolutions rapides de la demande et de la disponibilité des produits**⁵⁸, mais aussi aux faibles capacités de stockage des marchands qui fonctionnent en flux tendus.

Le prix médian du PMAS non-alimentaire a légèrement baissé pendant la période considérée (-2%), mais a subi d'importantes fluctuations (entre +15% en février 2021 et -15% en mars 2021), notamment à cause du contexte sécuritaire et des difficultés d'approvisionnement.

Enfin, les produits non-alimentaires apparaissent comme ceux rencontrant le plus de problèmes de disponibilité au niveau national. Celle-ci varie au gré des distributions des acteurs humanitaires, ainsi que des importations, notamment depuis le Cameroun, le Sud-Soudan, la RDC et le Tchad.

Le maïs et le manioc sont les produits alimentaires rapportés comme étant les plus souvent indisponibles, suivi par le haricot et la viande de bœuf, dont l'approvisionnement est parfois rendu difficile, voire impossible du fait du contexte sécuritaire, selon le retour des enquêteurs.

En termes d'impact de facteurs externes sur les marchés en RCA, le conflit post-électoral a fortement influencé les marchés, selon la perception des commerçants. Sur la période de janvier à avril, l'insécurité sur les axes et autour des marchés était la raison la plus mentionnée pour expliquer les retards d'approvisionnement, par les commerçants enquêtés.

Afin de mieux comprendre les enjeux d'approvisionnement et de stockage, et pour approfondir les connaissances à propos de l'impact économique qu'ont les facteurs externes sur les marchés, il sera primordial de continuer de mettre en place des enquêtes qualitatives auprès des commerçants et des fournisseurs. Cela permettra de comprendre les dynamiques d'approvisionnement et du fonctionnement des marchés, ainsi que la capacité de résilience des marchés face à un choc externe (comme pour la crise sanitaire de la COVID-19 ou le conflit post-électoral).

Avec l'élargissement du nombre de localités, on observe une relative intégration des marchés centrafricains, en fonction de la zone. En effet, comme conclu lors des derniers rapports, le transit des marchandises par Bangui est confirmé, pour les localités enquêtées dans le cadre de l'ICSM, que ce soit pour les produits alimentaires importés, ou non-alimentaires. Cependant, les préfectures sont interconnectées entre elles mais aussi avec les pays frontaliers proches (pour les produits importés, pour la zone ouest et nord-est par exemple). Ces approvisionnements transfrontaliers et inter-préfectures concernent principalement les biens non-alimentaire mais

⁵⁸ Comme le rapporte [l'Analyse qualitative des marchés, pour les marchés de Bouar, Berbérati, Bangui, Alindao et Bangassou](#), REACH, novembre 2020.

aussi les moyens de subsistance principaux des préfectures (pour certains biens alimentaires). On observe aussi des tendances de prix similaires dans certaines zones comme pour la zone sud-est, où les prix ont sensiblement subi les mêmes variations sur les mois observés.

Par le développement de cette couverture géographique, l'analyse a mis en valeur certaines routes d'approvisionnement et tendances régionales de prix, mais le nombre et la régularité des marchés enquêtés ne sont pas suffisants pour obtenir des résultats consolidés sur le niveau d'intégration des marchés en RCA. Une étude sur les routes d'approvisionnement en fonction de la saisonnalité permettrait de comprendre les liens entre ces marchés.

Les marchés centrafricains sont tributaires des conditions d'accès et du transport des marchandises (l'état des axes routiers, la disponibilité de moyens de transports, les taxes légales et/ou illégales, la sécurité sur les axes et autour des marchés), selon les commerçants enquêtés. A ces difficultés structurelles, s'ajoutent la saisonnalité et la volatilité de la situation sécuritaire, particulièrement prégnante ces six derniers mois. Dans la continuité de la première analyse qualitative des marchés conduite en 2020, la meilleure prise en compte de l'approvisionnement et l'intégration des autres marchés de l'ICSM permettra d'approfondir l'analyse mensuelle du suivi des marchés. Cette analyse pourra s'appuyer sur des groupes de discussion avec les commerçants des marchés enquêtés, ainsi que des entretiens individuels avec des consommateurs et des fournisseurs. L'intégration des marchés doit être également analysée au travers du prisme des marchés primaires et secondaires, ainsi que des différents axes d'approvisionnement, eux aussi primaires et secondaires.

Concernant le deuxième semestre 2021, en prenant en compte le calendrier agricole et à la vue des tendances sur l'année 2020⁵⁹, on pourrait s'attendre à une baisse des prix des biens alimentaires, coïncidant en effet avec la fin de la saison des pluies et la saison de la récolte. De plus une bonne récolte pourrait permettre aux ménages agricoles d'augmenter leur revenu et donc par conséquent accroître leur capacité d'accès aux marchés. Une augmentation de l'offre, au travers une bonne récolte, permettrait également de faire diminuer les prix, avec une plus grande concurrence. Ces prévisions plutôt optimistes sont liées à l'évolution positive du conflit traversant le territoire centrafricain. Cependant une détérioration continue du contexte aurait un impact considérable sur les prix et sur l'accès des ménages aux articles du panier minimum de survie.

⁵⁹ REACH. [Tableau de bord du suivi des marchés – CAR](#).

ANNEXES

Annexe 1 : Liste et unités des produits suivis mensuellement

Non-alimentaires		Alimentaires		Hygiène		Combustibles	
Moustiquaire	<i>Pièce carrée</i>	Maïs	<i>Grains, 350 g</i>	Savon	<i>Semi-industriel, 200 g</i>	Essence	<i>1 L</i>
Bidon	<i>20 L</i>	Manioc	<i>Cossette, 500 g</i>	Seau	<i>20 L, en plastique</i>	Fagot de bois	<i>Taille moyenne</i>
Pagne	<i>6 yards</i>	Riz	<i>500 g</i>			Eau	<i>1 bidon, 20 litres, à la pompe</i>
Drap	<i>2 pers.</i>	Haricot	<i>500 g</i>				
Natte	<i>1 pers.</i>	Arachide	<i>Séchées, 150 g</i>				
Bâche	<i>4x5 m</i>	Viande	<i>Bœuf, 1 kg</i>				
Cuvette	<i>30 L, métal</i>	Huile Végétale	<i>1 L</i>				
Marmite	<i>5 L</i>	Sucre	<i>200 g</i>				
Théière Bouta	<i>1 pièce</i>	Sel	<i>150 g</i>				

Annexe 2 : Liste et liens des productions de l'ICSM

Fiches informatives et bases de données produites depuis les premiers mois de collecte de donnée de l'ICSM.

Dashboard interactif de l'initiative ICSM

[Fiche informative Juin 2019](#)
[Base de données Juin 2019](#)

[Fiche informative Juin 2020](#)
[Base de données Juin 2020](#)

[Fiche informative Juillet 2019](#)
[Base de données Juillet 2019](#)

[Fiche informative Juillet 2020](#)
[Base de données Juillet 2020](#)

[Fiche informative Août 2019](#)
[Base de données Août 2019](#)

[Fiche informative Août 2020](#)
[Base de données Août 2020](#)

[Fiche informative Septembre 2019](#)
[Base de données Septembre 2019](#)

[Fiche informative Septembre 2020](#)
[Base de données Septembre 2020](#)

[Fiche informative Octobre 2019](#)
[Base de données Octobre 2019](#)

[Fiche informative Octobre 2020](#)
[Base de données Octobre 2020](#)

[Fiche informative Novembre 2019](#)
[Base de données Novembre 2019](#)

[Fiche informative Novembre 2020](#)
[Base de données Novembre 2020](#)

[Fiche informative Janvier 2020](#)
[Base de données Janvier 2020](#)

[Fiche informative Janvier 2021](#)
[Base de données Janvier 2021](#)

[Fiche informative Février 2020](#)
[Base de données Février 2020](#)

[Fiche informative Mi-janvier 2021](#)
[Base de données Mi-janvier 2021](#)

[Fiche informative Mars 2020](#)
[Base de données Mars 2020](#)

[Fiche informative Février 2021](#)
[Base de données Février 2021](#)

[Fiche informative Mi-Avril 2020](#)
[Base de données Mi-Avril 2020](#)

[Fiche informative Mars 2021](#)
[Base de données Mars 2021](#)

[Fiche informative Avril 2020](#)
[Base de données Avril 2020](#)

[Fiche informative Avril 2021](#)
[Base de données Avril 2021](#)

[Fiche informative Mi-Mai 2020](#)
[Base de données Mi-Mai 2020](#)

[Base de données Mai 2021](#)
[Fiche informative Mai 2021](#)

[Fiche informative Mai 2020](#)
[Base de données Mai 2020](#)

[Fiche informative Mi-juin 2021](#)
[Base de données Mi-juin 2021](#)

[Fiche informative Mi-Juin 2020](#)
[Base de données Mi-Juin 2020](#)

[Base de données Juin 2021](#)
[Fiche informative Juin 2021](#)

Autres rapports de l'ICSM :

[Rapport des tendances juin - novembre 2019](#)

[Rapport des tendances janvier - juin 2020](#)

[Rapport des tendances juillet - novembre 2020](#)

[Analyse qualitative de marchés février 2021 Alindao, Bangui, Bangassou, Berbérati, Bouar](#)